

*Prolétaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

5f

N° 45

pour le socialisme

SEMAINE DU 4 JUIN AU 10 JUIN 1981



**Que
veulent-
ils ?**



Publié par
de tous les pays
républicains et socialistes
approuvés
UNITEZ-VOUS !
Organisme central
du Parti
COMMUNISTE RECONSTITUÉ
FRANÇAIS

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 4 AU 10 JUIN 1981

N° 45 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*



20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

Face à un PS qui occupe pleinement l'espace gouvernemental, cherchant à gagner sur la droite et sur le PCF, le parti de Marchais, sérieusement diminué électoralement, semble prêt à toutes les concessions pour entrer au gouvernement.



Que
veulent-ils ?



SOMMAIRE

3 politique

LES AMBITIONS DU PS. Avoir une majorité solide à l'Assemblée issue des prochaines législatives. Avoir des députés PS les plus nombreux possible, certes, mais aussi les plus mitterrandistes possible... Affaiblir au maximum le PC, tout en se gardant sur sa droite et sur sa gauche... Voilà quelques unes des ambitions du PS, telles qu'elles apparaissent après quelques semaines de gouvernement.



4-5 politique

LES CHOIX DE MARCHAIS : Interrompues le 23 septembre 1977, les discussions au sommet entre PS et PCF ont repris ce mardi 2 juin 1981. Mais que de choses se sont passées entre temps... Le PCF, quant à lui, semble frappé d'amnésie : tous ses thèmes de propagande, toutes ses positions-clés semblent aujourd'hui passés sous silence. Soudainement, les « convergences » de Mitterrand avec Giscard disparaissent pour laisser la place aux « convergences » de la « majorité présidentielle ». A l'origine de ce revirement, la volonté de bénéficier de l'« état de grâce » le 14 juin, mais aussi, sans doute, la volonté du PCF de parvenir au gouvernement. A quel prix ?



6-9 la campagne électorale



ELECTIONS : la liste des candidats soutenus par le PCR. Deux exemples : à Ivry-Vitry, dans un fief du PCF (pp.8-9). Dans le 19^e arrondissement de Paris, la candidature d'Alexandre Boviatsis, militant communiste critique.

10 politique

UNE RADIOSCOPIE DES MILITANTS ROCARDIENS. A partir d'une enquête sur les lecteurs de la revue rocardienne *Faire*, quelques éléments socio-politiques sur ce courant du PS.

10-11 actualité sociale



DU COTE DES NATIONALISABLES : PCUK. Comment se dessine le débat sur la nationalisation probable d'un groupe dont le secteur chimie, PCUK, est en pleine restructuration ? Deux grands axes : quelle politique économique, dans cette situation ? Quels droits nouveaux pour les travailleurs afin que « nationalisation » ne signifie pas « étatisation », et rien d'autre ?

12-14 interview



LE TRAVAIL EN QUESTION (2). Un entretien avec Benjamin Coriat. Sur quelles bases s'est développé ce qu'on a appelé la révolte des O.S. Refus de la parcellisation, du travail répétitif. Des thèmes de lutte toujours présents, ces dernières années, malgré l'omniprésence du chômage. Des thèmes porteurs d'avenir.

15 livres

LIRE GRAMSCI (2). Une approche dialectique du rapport structure/superstructure.

16 inter



LOURD CLIMAT SUR L'ESPAGNE. Après la tentative fasciste du lieutenant colonel Tejero, après la prise d'otages de la Banque Centrale de Barcelone, il règne un lourd climat sur l'Espagne, et rien ne semble devoir l'assainir.

IMPORTANTES pour toutes les formations et tous les courants politiques, les élections législatives qui approchent le sont peut-être plus encore pour le Parti Socialiste : les ambitions qui l'animent ne sont pas minces ! Que visent-ils donc, ces dirigeants socialistes désormais au pouvoir ?

D'abord, c'est l'élémentaire enjeu des élections, à mettre en œuvre leur politique, et par conséquent à assurer à la nouvelle assemblée une majorité de gauche. Il n'y a là rien de bien surprenant : les institutions de la 5^e République étant ainsi faites que les considérables pouvoirs présidentiels ne peuvent se déployer que pour autant qu'existe un soutien législatif à l'Assemblée Nationale, Mitterrand n'a jamais fait mystère de sa décision d'organiser, dans la foulée des présidentielles, de nouvelles élections. Il y va de l'avenir : quelles que soient les constructions politiques qui pourraient alors être trouvées, l'absence d'une majorité de gauche au Palais-Bourbon empêcherait la mise en œuvre de la plupart de ses projets annihilant par là-même les effets de la victoire du 10 mai.

Bien battre la droite

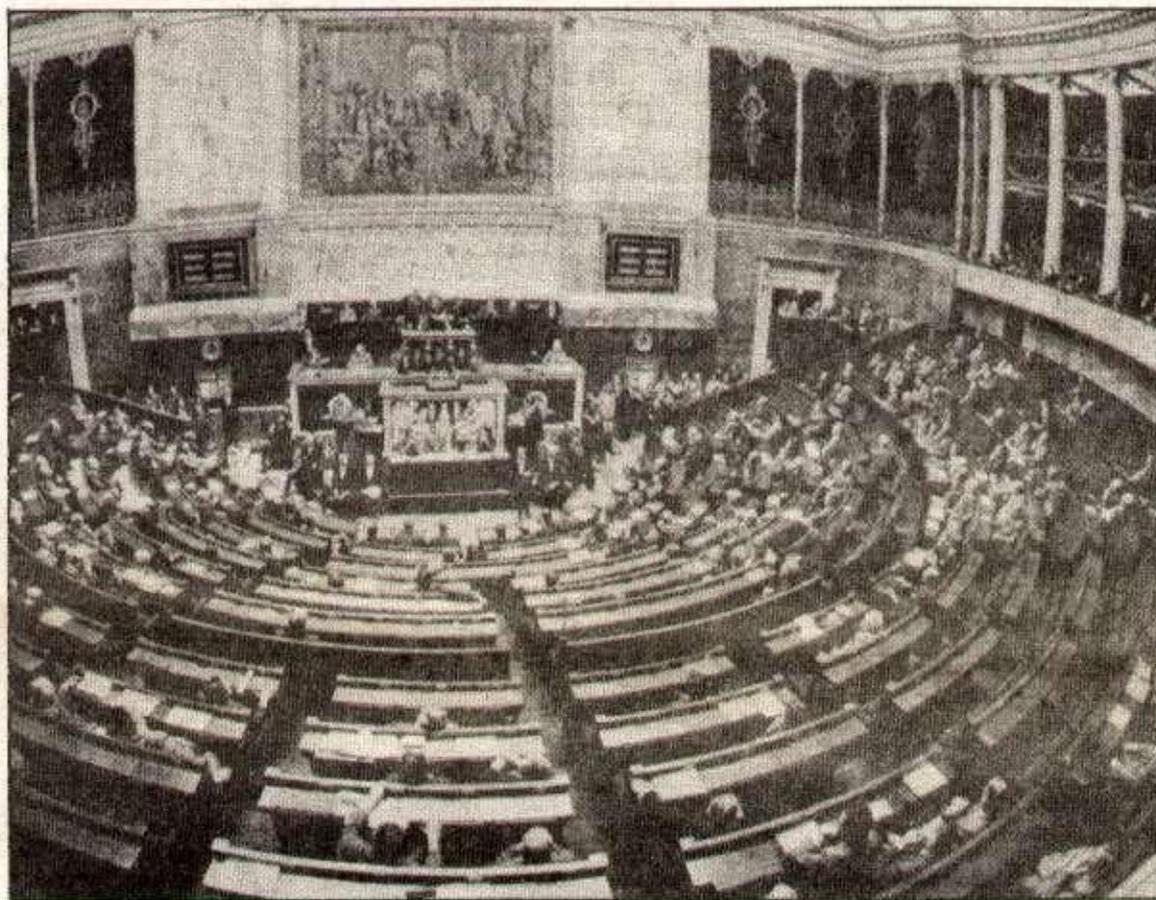
Les ambitions socialistes vont cependant bien au-delà de cette « simple » nécessité de battre, définitivement, la droite.

Parti le plus fort à gauche depuis quelques années déjà (depuis 1976 sans doute), le PS entend aujourd'hui assurer une domination beaucoup plus nette et beaucoup plus concrète. En premier lieu, il s'agit pour les socialistes de donner à la nouvelle majorité parlementaire une assise telle qu'elle ne puisse pas être remise en cause. Dans cette optique, l'existence de 250 députés se réclamant de la gauche (la majorité parlementaire se situant à 246) serait considérée comme un chiffre insuffisant : compte tenu de l'instabilité de certains radicaux, et de divers aléas comme les décès possibles, les élections partielles, le PS souhaite pouvoir disposer d'une majorité suffisamment nette pour qu'elle puisse lui permettre de développer une action à long terme, à l'abri des incertitudes parlementaires.

... et dominer la gauche

Mais l'ambition socialiste ne s'arrête toujours pas à cette volonté de disposer d'une majorité, le PS entend bien être très largement dominant, même s'il semble ne pas pouvoir disposer à lui seul de la moitié des sièges de députés. Certes, des « cadeaux » ont été faits dans quelques cas bien restreints, à des gaullistes de gauche, à Huguette Bouchardeau ou à des personnalités comme Max Gallo. Certes, d'autres « cadeaux » ont été envisagés à l'occasion du deuxième tour, notamment pour,

LES AMBITIONS DU PS



Pour le PS, il s'agit de donner à la nouvelle majorité parlementaire à l'Assemblée nationale une assise telle qu'elle ne puisse pas être remise en cause.

le cas échéant, repêcher des dirigeants du PCF arrivés en seconde position à gauche le 14 juin.

Des gens comme Paul Laurent ou Charles Fiterman, par exemple, pourraient bien ne devoir leur réélection qu'au bon vouloir de l'état-major socialiste.

Mais ces quelques largesses, au demeurant aléatoires, ne sauraient masquer le formidable appétit dont les socialistes font preuve. En s'appuyant sur le courant créé par la victoire de Mitterrand, et en jouant largement sur le mode de scrutin en vigueur, qui est, dans l'état actuel le plus bénéfique pour lui, le PS vise bel et bien à se tailler la part du lion. La fin de non-recevoir signifiée aux radicaux de gauche, qui espéraient autre chose que le simple soutien à leurs députés sortants, en est un exemple. L'attitude vis-à-vis du PCF en est un autre. Les négociations qui viennent de débiter, si elles ne permettent pas de préjuger de la présence ou non de ministres communistes dans un futur gouverne-

ment, indiquent assez bien où veut en venir le PS : l'accord politique, s'il doit exister, n'interviendra qu'après les législatives. En attendant, les candidats socialistes seront partout en concurrence avec les communistes, sortants ou pas. A Paris, c'est même un ministre, Nicole Questiaux, qui est envoyée sur les terres de la seule femme membre du secrétariat du PCF, Gisèle Moreau.

Des députés sans problèmes

L'objectif du parti du président est donc bien, à tout le moins, de confirmer les rapports de force apparus le 26 avril, fût-ce au prix d'une très nette dégringolade du nombre des députés communistes. Il y a actuellement 117 députés socialistes, et 86 communistes ; au PS, on se prend à rêver d'une redistribution accordant plus de 200 sièges aux uns, et une cinquantaine aux

autres. Après, les « vraies » discussions pourront s'engager.

Enfin, la volonté de « faire le ménage » à gauche n'épargne pas les rangs mêmes du Parti Socialiste. De ce point de vue, le choix des investitures a mis en lumière des traits bien peu sympathiques du PS. Ainsi les quelques candidats, désignés par leurs sections, qui avaient parainé Huguette Bouchardeau pour les présidentielles ont-ils été impitoyablement écartés par la direction. Chef d'œuvre de machiavélisme, on a même voulu imposer à l'un d'entre eux, dans le Morbihan, la candidature parachutée de... Bouchardeau. Au-delà des simples règlements de compte, il y a là la volonté de la direction du PS de s'assurer la présence à l'Assemblée de députés « sûrs », parce que moins enclins à s'ouvrir à de nouveaux courants. Les rocardiens n'ont pas échappé à cette volonté draconienne. Invoquant la nécessité de promouvoir de nombreuses femmes, les dirigeants socialistes en ont profité pour « arbitrer » dans bien des cas en défaveur des rocardiens.

Au total, tous ces éléments confluent vers un même objectif.

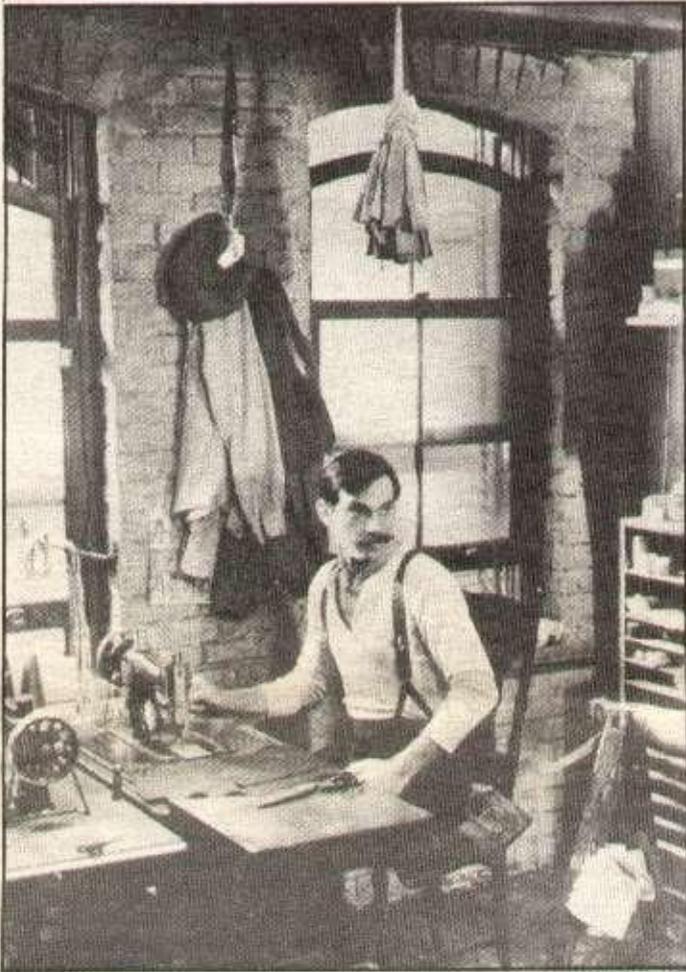
Ce que veulent Mitterrand et Mauroy, c'est une Assemblée de gauche bien sûr, mais où les composantes non-socialistes soient extrêmement minoritaires, au point d'avoir du mal à peser sur le cours des choses, et où les socialistes eux-mêmes soient des mitterrandistes convaincus d'avance. C'est à ce prix que les hommes du pouvoir espèrent conduire leur politique sur une longue durée.

L'état de grâce

Ambitieux, ces objectifs n'apparaissent cependant pas irréalisables, et on distingue mieux, au fil des jours, ce que Mitterrand appelle « l'état de grâce ». D'abord, des mesures sociales et politiques sont prises, ou annoncées pour l'immédiat. Elles ne sont pas négligeables, loin de là. L'augmentation des prestations sociales, l'annulation de quelques mesures iniques du giscardisme, comme l'expulsion des immigrés, la liberté de vivre en France accordée à Klaus Croissant ou Simon Malley, l'annulation du projet de Plogoff, les bruits favorables qui courent sur le Larzac, autant de mesures dont on ne peut que se réjouir, et qui attestent d'un changement certain. D'autres réformes, ou transformations, sont annoncées qui nécessitent l'approbation parlementaire. Le PS mise évidemment, et comment ne le ferait-il pas, sur ces atouts pour gagner les élections. Parallèlement, le voile n'est toujours pas levé sur certains aspects de la future politique gouvernementale, notamment en matière économique. Ce qui ne peut qu'aider le PS à rallier un maximum de secteurs. Ainsi entend-on, le même jour, le porte-parole de Mauroy annoncer pour juillet un bilan du septennat passé qui sera « accablant » tandis que Delors fait état, devant les cambistes internationaux, du caractère « courageux » de la politique de Barre, celle-ci n'ayant échoué que faute de « consensus ». Le PS se garde ainsi à droite et à gauche : le PS ne mettrait-il pas en route le changement, espoir de tous ceux qui se sont réjouis le 10 mai ? Les mesures positives précitées seront là pour montrer le contraire. Le PS afficherait-il des penchants pour le barrisme, justifiant, c'est le calcul du PCF, la nécessité d'un vote « utile » pour lui faire contre-poids à gauche ? Rien de concret ne vient étayer cette affirmation. Le PS s'acheminerait-il vers un accord politique contraignant avec le PCF ? Dans l'état actuel des choses, il semble s'approprier surtout à lui ravir pas mal de sièges de députés...

En vérité, il n'est guère d'interrogations nées de l'espoir du 10 mai qui ne demeurent. Le PS peut ainsi poursuivre sur sa lancée des présidentielles. Reste qu'après les législatives, il lui faudra bien rentrer dans le vif du sujet.

FESTIVAL DU CINEMA
SUR L'IMMIGRATION
(Studio Saint-Séverin, Paris)



Parmi les 21 films* qui sont présentés du 3 au 16 juin, certains sont très connus, (*Elise ou la vraie vie* de Michel Drach) ; d'autres inédits sont pourtant de très bons films : Helmas Sanders raconte dans *Les noces de Shirin* l'histoire tragique d'une jeune femme turque immigrée en Allemagne pour échapper au mariage forcé.

21 films de qualité pour nous faire rencontrer tous les immigrés du monde. Ceux que nous côtoyons chaque jour, et qui ont parcouru clandestinement l'Afrique et l'Europe, dépouillés par leurs convoyeurs (*Le Bus* de Bay Okan, ou *Bako l'autre rive*, production franco-sénégalaise). Ceux que leur gouvernement appelle « les ambassadeurs » et qui ont été victimes des attentats racistes de la Goutte d'Or au début de la « crise du pétrole » (*Les Ambassadeurs* de Naceur Ktari). Mais aussi nos voisins qui ont quitté l'Europe vers les USA au début du siècle (*America-America* d'Elia Kazan) et les Mexicains exploités et pourchassés en Californie (*Alambrista* de Robert Young). Le départ, l'insécurité, l'exploitation, la perte de leur identité culturelle qui font la vie et la mort des immigrés et de leur famille seront au cœur des débats organisés avec les réalisateurs.

Un grand moment de festival sera la soirée exceptionnelle d'animation du 10 juin. Fidèle à la volonté des animateurs du Studio Saint-Séverin de permettre que le cinéma encourage et anime pour sa part le débat politique, cette soirée-buffet associera la présentation de courts métrages réalisés par de jeunes immigrés et d'une exposition photo, avec la participation du groupe musical de Ahmed Ben Dhiab.

Un festival à ne pas manquer.

* Vous pourrez vous procurer certains de ces films pour des projections publiques. Renseignements auprès de Fitouri au Saint-Séverin. Tél : 329 32 83.

Studio St-Séverin, 12, rue St-Séverin, Paris-5^e, M^o St-Michel.

LES CHOIX DE MARCHAIS

Jusqu'où va le PCF pour satisfaire aux conditions d'accès au gouvernement ?

Par Nicolas DUVALLOIS

CELA faisait trois ans et huit mois que l'on n'avait pas vu ça. Mardi au siège du PS, la rencontre au sommet entre les deux gros partis de gauche. Le rituel est identique : même foule de journalistes guettant les bruits de couloirs, mêmes déclarations sur la volonté « de rester soi-même », même processus alternant les discussions générales et le travail en groupes plus restreints et plus spécialisés. Même objectif aussi, du moins en apparence : parvenir à la conclusion d'un accord politique permettant une participation commune au gouvernement. Les similitudes, bien sûr, s'arrêtent ici. François Mitterrand n'est plus là, face à Georges Marchais ; s'il s'est bien entretenu avec le leader du PCF, l'autre jour, c'est en tant que président de la République, et à l'Élysée. La plupart des négociateurs du PS ne sont plus là, eux non plus : ils sont ministres. Enfin, et surtout, si les hommes du PCF sont bien les mêmes, leurs propos ont bien changé, « parce qu'on est dans une situation nouvelle », dirait Fiterman : Marchais a réuni 15 % des suffrages le 28 avril et Mitterrand 26 %, le PS est au pouvoir, et la question posée fondamentalement est celle des conditions que doit réunir le PCF pour que son partenaire accepte de lui laisser quelques postes dans un futur gouvernement.

La direction du PCF, dans cette « situation nouvelle », adopte des comportements bien curieux au regard de ce que fut son attitude jusqu'à il y a quelques semaines encore. A tel point que la confusion, la gêne, le désarroi même prédominent chez de très nombreux militants et cadres intermédiaires. Comment pourrait-il en être autrement ?

Frappé d'amnésie

Pendant des années et des années, le Parti Socialiste a été

présenté comme « virant à droite », puis comme « recours de la bourgeoisie », avant que d'être assimilé à la « bande des trois » aux côtés du RPR et de l'UDF.

Un tel parti, expliquait-on en multipliant les exemples du passé et les biographies des dirigeants, ne pouvait pas représenter le changement. Le 21 avril, René Le Guen, du bureau politique, disait encore que « la politique économique de Mitterrand est celle du CNPF ». Et voilà que brusquement, tout change. Mitterrand à l'Élysée devient l'illustration de l'espoir, et la presse du PCF semble frappée d'une bien curieuse amnésie. Qu'on regarde *L'Humanité* ou *Révolution* depuis le lundi 11 mai : on y cherchera en vain le rappel, fût-il nuancé, des positions martelées quinze jours auparavant. Dans la plupart des cas, les articles consacrés à l'action du PS sont élogieux ; quelquefois, ils sont simplement informatifs ; et on ne trouvera guère plus de 3 cas où de très prudentes réserves ont été émises. Quand Claude Cheysson, le nouveau ministre des Affaires Extérieures (si souvent décrit comme l'homme de Giscard et le complice de Davignon quand il était à Bruxelles) a affirmé que les contrats de ventes d'armes déjà conclus seraient honorés, *L'Humanité* a tenu à rappeler, sur un ton qui pouvait être interprété comme désapprobateur, que ces contrats incluaient des livraisons au Chili et à l'Afrique du Sud. Quand la composition du gouvernement a été annoncée, un entrefilet de *L'Humanité* a « constaté » l'absence de ministres communistes, en ajoutant que « le PCF continue à penser que la présence de ministres communistes était la meilleure solution pour la mise en œuvre du changement ». Enfin, la presse du PCF, se faisant l'écho des revendications de la CGT, s'inquiétait d'une hausse trop modérée du SMIC. Sans d'ailleurs en faire grief au pouvoir : le gouvernement, disait-elle, est « placé en porte-à-faux par la position mi-

nimaliste de la CFDT ». Le revirement est complet.

L'Afghanistan ? Peu importe !

Il y a d'autres exemples.

Celui des accords électoraux, entre autres. La « discipline républicaine » ? Au musée, disait en substance Marchais depuis la fin 1977. Aujourd'hui, c'est sur le ton de l'évidence que les dirigeants du PCF évoquent les « élémentaires accords de désistement pour le candidat de gauche le mieux placé le 14 juin ».

La « cohérence des 131 propositions » de Marchais : il s'agissait là, expliquait le candidat communiste, d'un tout indissociable, isoler quelques mesures de l'ensemble ne conduisant qu'à refuser le changement. Dorénavant, non seulement le PCF mène sa propre campagne législative sur quelques-unes de ses propositions seulement, mais il affirme même que ces mesures-là sont aussi négociables. Les négociations au sommet avec le PS ? Inutiles et dangereuses, nous disait-on. Il faut d'abord l'enracinement d'un fort mouvement d'union à la base, avec un PCF fort, avant que d'envisager de telles discussions. D'ailleurs, celles-ci ne pourraient se conclure que par un accord politique global et sans restrictions, sous peine de tromper les travailleurs. Et voilà maintenant ces mêmes dirigeants du PCF insistant lourdement pour « qu'on ne pinaille pas », allant même jusqu'à déclarer que certaines divergences radicales « ne sauraient être un obstacle à un accord de gouvernement ». L'Afghanistan, par exemple, ou même la présence des missiles SS 20 et Pershing en Europe. Questions décisives, disaient-ils dans le temps, il y a quelques mois. De l'attitude à ces problèmes dépend le camp de lequel on se situe, ajoutait

même *L'Humanité*, en plaçant ceux qui condamnaient l'agression soviétique dans le camp de la réaction. Ils ont dit ça ? Comme c'est bizarre... Aujourd'hui, Juquin explique doctement que tout cela a bien peu d'importance, l'essentiel étant de parvenir à un accord sur les moyens de régler ces problèmes internationaux.

Le passé relativisé

D'autres exemples, sans doute, pourraient être cités qui tous attestent du tournant actuel du PCF. Selon une méthode bien connue, il n'est pas jusqu'au passé qui ne commence à être « relativisé ». Ouvrant la voie à toutes les révisions possibles, Fiterman disait l'autre dimanche au *Club de la Presse d'Europe 1*, en déployant tous les trésors de sa rhétorique : « *C'est dans la mesure où nous nous sommes trouvés — en tout cas ce fut notre appréciation en 1977 — devant un PS s'éloignant des réformes profondes que nous avons ouvert avec le pays le débat politique, car nous avons pensé qu'il n'y avait pas d'autres moyens d'agir que de cette façon. Je sais bien que certains hommes et femmes de gauche ont perçu ce débat de manière négative. Ils l'ont perçu d'autant plus qu'on a considérablement déformé notre attitude et nos positions* ». Bref, on ne sait plus trop bien si l'analyse faite en 1977 était la seule juste, et qui plus est les médias ont déformé la pensée du PCF... Absente du compte rendu de *L'Humanité* du lundi, ces propos de Fiterman ont été rajoutés le lendemain, à titre de complément.

Déroutant, et à bien des égards choquants s'agissant d'un parti qui se targue d'œuvrer à la moralité du débat politique, de tels revirements n'en sont pas moins explicables. Avant même d'envisager l'avenir, tout donne à penser que le PCF vise à tirer des dividendes électoraux de son attitude présente. A force de répéter qu'il est « *complètement, sans réserve* » dans la majorité présidentielle, à force aussi de gommer ses positions passées et d'opiner à chaque mesure gouvernementale, il espère bien convaincre des électeurs que le vote utile pour la gauche peut aussi être un vote communiste. Cette volonté de profiter de l'« *état de grâce* » trouve même parfois de singulier prolongement : ne voit-on pas des députés communistes sortants ne plus faire mention de leur appartenance au PCF dans leurs affiches électorales et dans leurs professions de foi ? N'entend-on pas des diffuseurs de *L'Humanité* Dimanche vendre leur journal avec comme seul slogan « *Le seul journal de la majorité qui paraît le dimanche* » ? Profiter de l'élan de Mitterrand pour éviter que soit confirmée, voire amplifiée, la sanction du 26 avril, sans doute est-ce là une des motivations du

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'Humanité

LENDI 15 SEPTEMBRE 1977 — 3 h de lecture — 100 pages — 10 centimes

1,80 F

A. HUI DU FAURELD-ROUSSONNIERE - PARIS 10^e - TEL. : 204.82.00

Il faut poursuivre la discussion

Le PCF propose de continuer dès aujourd'hui (10 h) les travaux du « sommet » interrompus hier par le retrait unilatéral des radicaux de gauche

Georges Marchais : il faut surmonter les divergences

Parvenir à un accord

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'Humanité

HIER A PARIS

Savoir raison garder

Régulièrement, à la veille de la discussion, on se demande si elle aura lieu. On se demande si elle aura lieu. On se demande si elle aura lieu.

COMMUNISTES-SOCIALISTES : LA DISCUSSION

Les délégations des deux partis qui se sont entretenues toute la journée reprendront leurs travaux jeudi matin. Une commission restreinte se réunit aujourd'hui. Dans sa déclaration liminaire, Georges Marchais a indiqué : « Nous avons la volonté d'aboutir à un accord politique qui débouche sur un accord de gouvernement »



Septembre 77-juin 81 : la discussion continue. Mais il s'est passé beaucoup de choses entretemps.

PCF. Reste la question des ministres communistes. Seul trait d'union entre ce qui était dit avant et ce qui est dit maintenant, la revendication est trop affirmée pour qu'elle ne cache pas une volonté réelle d'accéder au gouvernement. Mais la question posée, et à laquelle les militants sont très directement confrontés, est de savoir à quel prix.

Les fameuses « conditions nouvelles » n'impliquent-elles pas, à en juger par l'attitude de la direction, une souplesse d'échine qui va au-delà des simples évolutions tactiques ? Là encore la contradiction éclate. Pendant longtemps, la présence de ministres communistes au gouvernement a été présentée par le PCF comme le moteur indispensable du changement. Aujourd'hui, il ne s'agit plus que de « donner sa place à une composante de la majorité ».

Au même titre que le MRG ?... Oui, décidément, la négociation ouverte ce mardi n'a rien à voir hormis la forme avec celle de 1977.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT VEUT-IL CONSERVER LA COUR DE SURETE DE L'ETAT ?

DE tous les méfaits du giscardisme, l'utilisation de la Cour de Sûreté de l'Etat est sans doute un des plus odieux. Créée en 1963 contre l'OAS, cette juridiction d'exception, où les juges sont directement désignés par le pouvoir, où les droits de la défense sont réduits à leur plus simple expression, avait paru en sommeil pendant quelques années. Giscard l'a ranimée et de quelle manière ! Depuis 1979, en un peu plus de deux ans, 52 militants corses ou bretons sont passés devant cette cour d'exception, pour être condamnés au total à 390 années de réclusion criminelle ! On se souvient aussi de la manière dont Colette Meynard, sans preuve aucune, a été condamnée en juillet 1980 à cinq ans de prison. Face à de tels scandales, les forces de gauche sont unanimes, depuis longtemps, à demander la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat. François Mitterrand, dans

sa campagne électorale, et la commission « institutions et libertés » du PS ont d'ailleurs été très clairs : « Nous avons toujours affirmé que la Cour de Sûreté de l'Etat était une juridiction d'exception, ce qui n'entre pas dans nos conceptions de la justice. Par conséquent, elle doit être purement et simplement supprimée et les dossiers qu'elle concerne examinés par des juridictions de droit commun ».

Face à cette claire affirmation, on est en droit de s'interroger sur les propos que vient de tenir le nouveau Gardes des Sceaux, Maurice Faure. N'a-t-il pas déclaré, le 2 mai à RTL « nous voulons que la procédure pénale appliquée dans le cadre de la loi sur la sécurité de l'Etat se rapproche de la procédure pénale de droit commun. Il faut revoir, en outre, le dispositif, les notions de délais, et celle de la composition de la Cour ». Et pour faire bonne mesure, Mau-

rice Faure déclarait le 27 mai au *Matin* : « Je ne sais pas si la Cour de Sûreté sera purement et simplement supprimée. Car, outre que les jurés populaires ne paraissent pas aimer beaucoup juger le genre d'affaires qui y sont évoquées et qu'il est difficile de faire juger les membres du FLNC par une cour d'assises corse, la nature de la Cour de Sûreté de l'Etat la place à cheval sur les juridictions spécialisées et les juridictions d'exception ». Pour le nouveau ministre de la Justice, il ne s'agirait donc plus de supprimer la Cour de Sûreté, mais la « banaliser ». Comme si l'on pouvait « banaliser » un tribunal politique ! Mitterrand s'y était engagé : il faut dissoudre la Cour de Sûreté de l'Etat, il faut libérer tous ceux qui ont été injustement condamnés par elle. C'est à cela aussi qu'on reconnaît un gouvernement de gauche !

LE PCR SOUTIENT CES CANDIDATURES

Le Parti Communiste Révolutionnaire ne présente pas de liste nationale aux élections législatives. Nous nous sommes efforcés de favoriser des regroupements locaux, larges et représentatifs des forces politiques et sociales porteuses des aspirations populaires, et d'œuvrer à une confrontation sur les bases politiques autour desquelles pourra se construire une gauche nouvelle.

Malheureusement, une fois encore, ces élections vont donner lieu à une multiplicité de candidatures situées à la gauche de la gauche. Nous ne pouvons que le regretter. Compte tenu des ambiguïtés contenues dans les candidatures constituées autour du texte « C'est l'heure », (que nous avons soulignées dans un numéro précédent), il ne nous est pas possible d'y participer.

Dans ces conditions nous apportons notre soutien et nous participons aux candidatures suivantes qui, à notre sens, se situent tout particu-

lièrement dans la perspective de construction d'une gauche nouvelle :

● **Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)** : Jean-Luc FIEVET, ouvrier à l'Alsthom-Saint-Ouen, syndicaliste et Christiane DRESSEN, assistante sociale, militante syndicale, candidats présentés par le PCR pour une gauche nouvelle.

● **Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)** : René RODRIGUEZ, enseignant et Renaud MONTAIGNAC, technicien, candidats du Collectif unitaire « Tout reste à faire », avec le soutien de militants d'Union dans les Luttes, du PCR, du PSU, des Amis de la Terre, d'*Histoires de Banlieues*.

● **Paris (19^e arrondissement)** : Alexandre BOVIAT-SIS, ancien permanent du PCF, journaliste, écrivain, communiste critique et Aline ARCHIMBAUD, enseignante, militante d'associations de quartier, candidats « Pour une

gauche nouvelle », soutenus par SOS-Emploi 19^e, des syndicalistes CGT et CFDT, le PCR, des militants de Radio 19^e et d'associations de l'arrondissement.

● **Paris (11^e arrondissement)** : Jean-Paul LEFEVRE, enseignant, militant du PSU et Marc-Philippe GALAND, médecin du travail, militant du PCR, candidats d'« Alternative 81 », présentés par le PCR, le PSU, des militants syndicalistes, écologistes, féministes, associatifs.

● **Tourcoing** : Rzdzyślav WYCHOWANOK, ouvrier du textile, syndicaliste à la Lainière de Roubaix et Marcelle MAES-DERUICK, directrice d'école à Tourcoing, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Dunkerque** : Daniel BILLIAU, O.S. et Michel MESTDAGH, rééducateur, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Thionville** : Guy PERRIER, enseignant et Eddy

THEIN, ouvrier, candidats « Pour une gauche nouvelle »

● **Longwy** : Patrice RAGNI et Jean-François LEICK, ouvrier, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Villeurbanne** : Gilbert VEYRON, ingénieur, militant du PSU, militant de quartier, syndicaliste et Camille REY, travailleuse sociale, syndicaliste, militante du PCR, candidats d'« Alternative 81 - Gauche Nouvelle », soutenus par le PCR, le PSU, des militants d'associations et de comités de quartier de Villeurbanne.

● **Vénissieux** : Elisabeth MEYNAND, enseignante, militante de quartier et Albert AYET, O.S., candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Pau** : Jean-Michel CAZALET, syndicaliste, militant anti-nucléaire et Michel LARBAREILLES, syndicaliste, candidats « Pour une gauche alternative ».

● **Angers** : Denis CRESPE, postier et Serge AUDOIN, ouvrier, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Nantes** :

— Pierre JOURDAIN, ouvrier-chaudronnier et Georges BIRAULT, ouvrier-rectifieur.

— Dominique JAUNAS, cheminot, syndicaliste Mireille DUVERNE, employée.

Candidats « Vers une gauche nouvelle, pour une alternative anti-capitaliste », soutenus par le PCR et l'OCT.

● **Belfort** : Jean-Marie GREVILLOT, ouvrier à Buhl et Michèle NIEPSE, enseignante, syndicaliste, candidats « Pour une gauche différente ».

● **Auxerre** : Daniel LAPRADE, militant du PSU et Jeanine BACH, militante du PCR, candidats « PSU-PCR-Alternative 81-Gauche Nouvelle ».

● **Aix en Provence** : Sonia BOUÉ, dactylo, militante d'Aix-Ecologie, et Maurice NETTER, chercheur en économie, militant du collectif anti-raciste, syndicaliste, présentés par le « regroupement pour une gauche alternatives ».

LA CANDIDATURE D'UN COMMUNISTE CRITIQUE A PARIS (19^e)

Alexandre Boviatsis, communiste critique, est candidat dans la 28^e circonscription de Paris sous l'étiquette « Pour une Gauche Nouvelle ». Il est ancien membre du comité de rédaction de *France Nouvelle* et ancien collaborateur des sections « économique » et « relations extérieures » du Comité central du PCF.

Sa candidature est soutenue par un appel signé de syndicalistes CGT et CFDT, de militants de SOS-Emploi 19^e, de Radio 19^e et d'autres associations du quartier, et par la section 19^e du PCR.



La candidature d'Alexandre Boviatsis est l'occasion d'enraciner plus profondément dans leur pratique, pour de nombreux militants du 19^e, la démarche de construction d'un courant de type nouvelle gauche.

Il s'agit en effet ni plus ni moins que de faire converger au plan politique des courants et sensibilités qui ont des types de références, des façons de raisonner et de voir la politique, au départ finalement assez diffé-

Ces courants, sur le quartier : des communistes critiques, une partie du mouvement associatif et d'expérimentation sociale, des jeunes, des militants d'extrême-gauche, des syndicalistes, en particulier à la CFDT.

Ces courants se connaissent : ils ont eu l'occasion de s'associer de faire front commun à l'occasion de la marche sur la SOPAD, d'une fête immigration ou de l'Assemblée de gauche du 31 janvier. Mais transformer ces convergences ponctuelles en action politique, c'est-à-dire fonder une intervention qui présente un minimum d'homogénéité dans une situation politique complexe, pose évidemment d'autres problèmes. Sommairement décrits, les espoirs et les craintes s'expriment de la façon suivante.

— *Les communistes critiques* sont très soucieux de ne pas trop apparaître comme une force minoritaire, se démarquant mal des autres petites candidatures (LO, PSU), incapable de faire de la politique, se limitant à l'énoncé d'une simple thématique de lutte sociale ou associative. La

question est en effet d'importance, si l'on veut être crédible aux yeux des centaines de militants communistes que les allées et retours de leur direction plongent dans un désarroi complet.

— *A l'autre pôle, si l'on peut dire*, les jeunes du journal lycéen (200 exemplaires vendus à chaque numéro) insistent au contraire sur la lutte, sur l'action sociale. Ils craignent « l'électorisme ». Ils soulignent l'importance des actions à caractère spectaculaire, par exemple celles sur le chômage auxquelles ils ont largement contribué avec SOS Emploi (occupation de la permanence du député, murage d'une agence d'intérim...). Cette sensibilité correspond bien à celle de nombreux militants ou ex-militants d'extrême-gauche pour lesquels il faut peut-être laisser passer l'orage électoral et attendre des choses plus sérieuses à la rentrée.

— *Tout le secteur associatif et d'expérimentation sociale*, bien représenté par des camarades de PFA, ou par les militants des

fédérations de parents d'élèves, souligne quant à lui la nécessité du concret. Sa préoccupation, c'est la capacité à réinvestir dans la période nouvelle des acquis des luttes et du contact qu'il entretient avec les travailleurs et le réseau non directement militant ou politisé de l'arrondissement.

— *Enfin, la sensibilité des syndicalistes*, et surtout à la CFDT, est quant à elle très axée sur les conditions nouvelles dans lesquelles peut se conduire aujourd'hui l'action dans les entreprises : capacité à préserver l'identité de l'outil syndical, sans surenchères ni complaisance, poursuite de la transformation du rapport de force avec le PCF et la CGT.

Le problème, et c'est ce qui fait l'intérêt d'une candidature comme celle d'Alexandre Boviatsis, est donc, non d'aligner côte-à-côte ces sensibilités en ménageant les susceptibilités, mais bien d'intégrer ces différents éléments qui apparaissent parfois contradictoires, dans la définition d'une campagne, de

thèmes propagandistes qui les prennent en compte comme autant d'indices incontournables de la réalité sociale et politique de l'arrondissement.

C'est évidemment en marchant — et bien au-delà des législatures — que ce type de problème peut commencer à se résoudre. Mais d'ores et déjà, l'expérience en cours est une première étape.

1) Elle veut dire un certain rapport à la gauche au pouvoir, résumé pour l'instant par le slogan : « *Contre une opposition irresponsable, contre un soutien aveugle, dans l'élan du peuple de gauche* ». A un moment où le PCF oscille d'un type de politique ultra-sectaire à l'opportunisme le plus plat, l'affirmation d'une telle position n'est pas sans signification. Cette signification vaut également en ce qui concerne la relation à entretenir avec de nombreux militants socialistes, signataires de l'appel d'Union dans les luttes, et qui ont participé activement sur le 19^e aux batailles conduites ces derniers mois contre l'ancien pouvoir.

La campagne

La campagne mise au point par Alexandre Boviatsis et ceux qui le soutiennent se veut très systématique. Il s'agit de faire comprendre l'originalité de la candidature et sa fonction politique particulière. Outre ses aspects classiques (collage, diffusion massive de tracts, préaux d'école), elle revêtira des formes plus dynamiques.

- Intervention systématique et colorée dans toutes les cités populaires avec montée dans les étages et porte à porte. Caravane électorale.

- Participation à deux émissions de radio 19^e (l'une avec les candidats de gauche, l'autre avec des communistes critiques).

- Propagande téléphonique (on appelle les gens, on leur lit un texte, on discute avec eux).

- Réunions par thème (aussi sont prévues une rencontre sur les problèmes de l'école et une soirée d'amitié avec les travailleurs africains d'un foyer menacés d'expulsion).

- Fête de clôture de la campagne avec invitation aux associations, si possible à l'emplacement de Place des Fêtes Avenir, rasé par les bulldozers le mois dernier.

- Journaux muraux faisant à date fixe le point de la campagne.

Par ailleurs, un certain nombre de rencontres du candidat et de sa suppléante avec les militants et travailleurs du quartier sont envisagées : à la Cramif, à Lang, visite dans deux centres sociaux, d'une bibliothèque populaire.

Enfin, un matériel spécifique va être mis sur pied en direction de l'électorat PCF, notamment une affichette.

2) Elle présuppose un type de pratique militante où les conditions de la démocratie soient sans bavures : consultation large avant le lancement de la candidature, pour les axes de campagne, fonctionnement correct du comité de soutien.

3) Elle implique un type de campagne où chacun trouve son compte, c'est-à-dire puisse faire entendre ses préoccupations propres : d'où la combinaison de formes originales et classiques d'intervention.

4) Pour toutes ces raisons, elle débouche nécessairement sur une capacité propositionnelle élevée quant au quartier lui-même. L'affirmation de l'axe « *Créer un climat de liberté* » débouche ainsi sur la perspective de réunir des « *Etats généraux de l'arrondissement* » : l'objectif est de recenser par réunions larges, les besoins de la population à partir d'une *pratique associative croi-*

sée (échange d'informations, reconstruction de l'unité de la vie sociale des travailleurs), de constituer un premier lieu de contact avec la nouvelle administration, d'être reconnu par elle comme élément politique comptant dans la prise de décisions (urbanisme, transports, logement, école, etc.). La question des revendications locales se transforme ainsi en une *question politique de fond*, celle des lieux démocratiques nouveaux d'intervention de la population dans la situation nouvelle.

C'est toutes ces questions qui ont été débattues avec passion lors de la rédaction du matériel électoral.

C'est toutes ces questions qu'il faut maintenant réinvestir et enrichir dans une campagne de masse qui s'annonce passionnante mais... bien courte.

Jacques WANDLER



Dans le 19^e : un secteur associatif et d'expérimentation sociale important, représenté notamment par des militants de Place-des-Fêtes-Avenir (ici devant la maison de quartier, aujourd'hui rasée)...

...et une composante syndicale, axée sur les conditions nouvelles dans lesquelles peut se conduire aujourd'hui l'action dans les entreprises (ici une manifestation commune CGT-CFDT contre les licenciements à la SFP).



Pourquoi une candidature communiste critique dans le 19^e ?

La candidature d'Alexandre Boviatsis est particulièrement bien venue dans le 19^e arrondissement.

Ce quartier de Paris est en effet un de ceux où la contestation interne au PCF a connu sa forme la plus spectaculaire. Henri Fiszbín y a été député jusqu'en 1978, et la désignation de son remplaçant à la candidature a été largement contestée, dans les travaux préparatoires à la conférence d'arrondissement, et à l'assemblée de désignation elle-même. Le recul électoral du PCF a été particulièrement net aux présidentielles : plus de 10 % !

Au-delà, la crise interne du PCF a des répercussions sur tout l'édifice associatif et syndical de l'arrondissement : la démarche plus ouverte de la fédération de Paris, à l'époque de la direction Fiszbín, avait en effet permis de construire un réseau de sympathies autour du PCF que l'orientation ultérieure a largement remis en cause. Une forte composante catholique militante se trouve ainsi par exemple très désorientée.

L'affirmation de l'idée d'une gauche nouvelle a aussi pour fonction de permettre à nombre de ces militants de dépasser une alternative dans laquelle beaucoup ne se reconnaissent pas ou plus : choisir entre le PCF et le PS.

Les grands axes de la candidature

Un quatre pages, précisant les axes de la candidature, a été élaboré pour la campagne. Il sera diffusé à 25 000 exemplaires.

Une brève introduction précise deux de ces objectifs :

« La candidature d'Alexandre Boviatsis, communiste critique, peut vous permettre, sans mettre en danger dans votre circonscription la victoire de la gauche :

1) *De participer, au sein du mouvement populaire de gauche, à l'affirmation d'une force de propositions et de vigilance responsables.*

2) *De sanctionner sévèrement un Parti Communiste Français dont le fonctionnement actuel autorise des politiques tantôt ultra-sectaires, tantôt ultra-opportunistes, qui ont fait jusqu'ici barrage aux transformations démocratiques et révolutionnaires.*

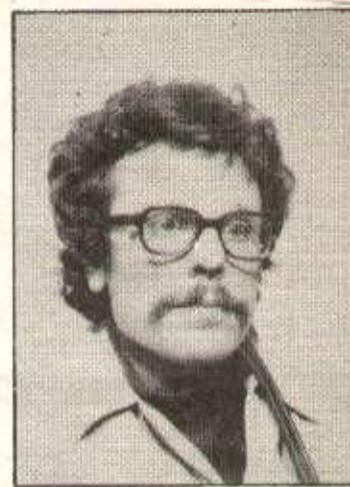
Le texte fixe ensuite cinq grandes orientations, cinq grandes séries de propositions qui situent le projet de Gauche Nouvelle dans la situation actuelle.

- Changer la vie. Changer la politique
- Rattraper les retards accumulés depuis 7 ans
- Créer un climat de liberté
- Faire avancer deux grands dossiers : l'indépendance énergétique, et la transformation radicale du travail
- Rendre le 19^e aux travailleurs, aux habitants (emploi, cadre de vie, démocratie locale, droits des travailleurs immigrés)



Ivry-Vitry (val-de-Marne, 3^e circonscription)

AFFIRMER, A GAUCHE, UNE FORCE POLITIQUE ALTERNATIVE



René Rodriguez, enseignant, et Renaud de Montagnac, technicien, sont candidats du collectif unitaire « Tout reste à faire », dans la troisième circonscription du Val-de-Marne (Ivry-Vitry), un fief du PCF.

René Rodriguez nous explique la démarche qui a abouti à la présentation de cette candidature.

LA candidature est soutenue par un large éventail de forces politiques, militants syndicaux, écologistes, militants politiques (Union dans les luttes, PSU, PCR), animateurs du journal local *Histoires de Banlieues*. Comment a-t-il été possible de rassembler des forces aussi diverses ?

C'est le fruit d'un travail commun mené depuis plusieurs années, à Vitry et à Ivry. A Vitry, cela a commencé à l'occasion de la campagne menée par le PCF pour réclamer un commissariat ; des actions communes ont été menées également sur l'immigration et les revendications des femmes. Cela s'est concrétisé dans la période récente avec les Assises sur l'immigration, le 28 février dernier, à la suite de l'opération bulldozer du PCF contre un foyer de travailleurs immigrés.

Le PS s'est, lui aussi, trouvé associé à cette initiative.

Une première concrétisation de ce travail en commun a été le lancement du journal *Histoires de Banlieues*, qui a été créé après la campagne sur le commissariat. Et surtout, durant toute cette période, nous avons appris à travailler ensemble, à mieux nous connaître. Il a fallu, pour que cette candidature commune soit possible, discuter à fond sur un ensemble de questions qui ne touchent pas seulement des actions ponctuelles, locales, mais qui visent l'ensemble de la politique en France aujourd'hui. Les occasions avaient déjà été nombreuses pour ces forces diverses de travailler ensemble. Par exemple, dans des actions pour protester contre les sanctions qui ont frappé deux médecins à Vitry qui avaient refusé de s'inscrire au Conseil de l'Ordre. C'est aussi le cas pour la pétition signée, après l'affaire de Montigny-lès-Cormeilles, par 200 médecins

pour protester contre la façon dont le PCF pose les problèmes de drogue.

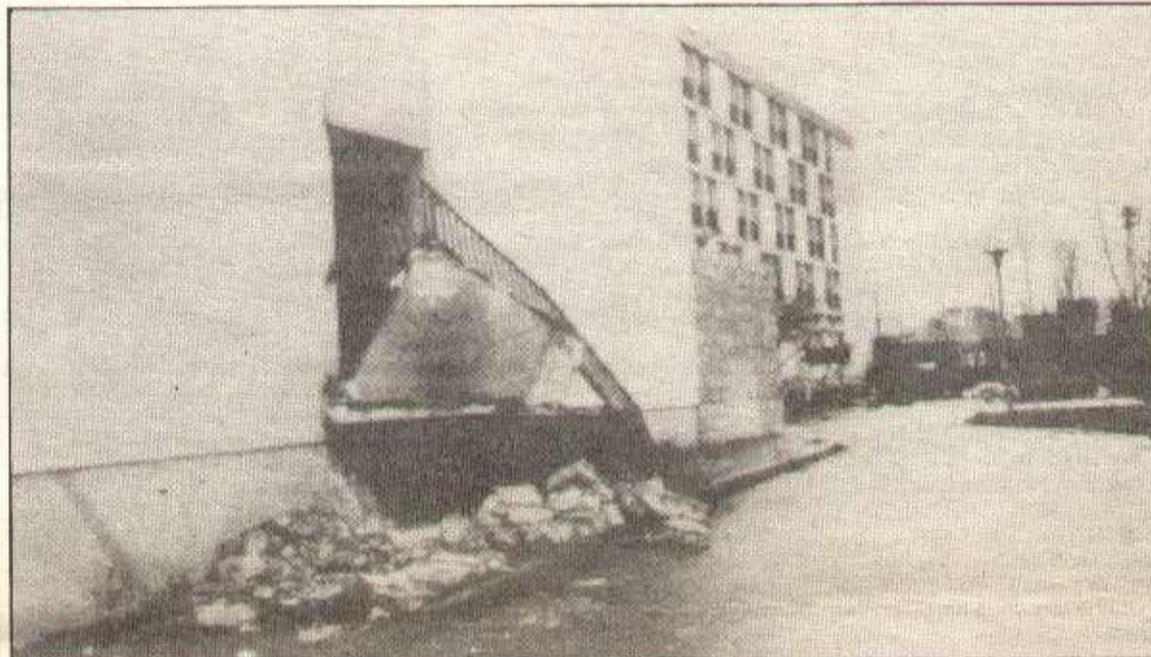
Les mêmes forces avaient également lutté en commun, il y a déjà quelques années, sur les revendications des femmes, autour du MLAC, qui menait un travail de quartier important. Ou, plus récemment, à Ivry, sur un cas d'interdiction professionnelle (l'affaire Croissant).

Des luttes communes avaient pu être menées contre les expulsions des cités ou des foyers, ou en soutien à la lutte des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra d'Ivry.

Mais c'est surtout sur les questions de la sécurité, du racisme anti-jeunes et du racisme anti-immigrés que des mobilisations importantes ont eu lieu. J'ai cité l'action menée contre la campagne de la municipalité de Vitry pour réclamer l'installation d'un commissariat. Une mobilisation s'est menée autour de l'assassinat du jeune Kader avec une manifestation contre le racisme ; le 16 février 1980, un gardien d'immeuble de la cité des Montagnards avait assassiné un jeune Algérien de quinze ans à la suite d'une querelle purement verbale. Les médias s'étaient emparés de l'affaire, et des jeunes de la cité s'étaient exprimés à la télévision sur leur vie dans cette cité, dans cette municipalité dirigée de longue date par le PCF. A cette occasion, la municipalité a réagi avec une mentalité de forteresse assiégée, sur le thème : « *Le pouvoir utilise la télévision pour discréditer Vitry et ses habitants* ».

Dans le même temps, la municipalité, notamment par le biais du bulletin municipal, tentait d'associer la population à sa campagne contre l'insécurité.

Le cas le plus connu est évidemment l'affaire du bulldozer lancé contre le foyer de travailleurs immigrés, l'après-midi de Noël de l'année dernière, par un commando à la tête duquel se



L'opération coup de poing du PCF contre un foyer de travailleurs immigrés...



...a suscité une réaction de forces politiques, syndicales et associatives diverses.

trouvait le maire de Vitry, Paul Mercieca (qui se présente à cette élection comme suppléant du député sortant, Georges Gosnat). Outre une manifestation quelques jours après cette agression, des assises sur l'immigration ont pu se tenir avec succès le 28 février dernier. Ces assises, dont la tenue était prévue avant l'affaire du bulldozer, avaient été préparées par nombre de mili-

tants syndicaux, politiques, anti-racistes, militants du mouvement associatif, à la suite de déclarations discriminatoires sur le logement social des familles immigrées, parues dans *Le Travailleur*, journal local du PCF. Plus de 600 personnes y ont participé, ce qui constitue un succès important.

Précisons aussi que, face à la conception de l'information qui

est celle de la municipalité, s'exprimait un besoin de réappropriation des moyens d'information, qui a abouti à la création du journal *Histoires de Banlieues* et à celle de radios libres, *Radio-Cortisone*, qui a dû cesser ses émissions à la suite de poursuites, et aujourd'hui *Radio-Clameur*, de création récente.



Manifestation contre le racisme après l'assassinat du jeune Kader par un concierge d'immeuble. La municipalité réclamait des flottiers...

Ces forces politiques se sont donc trouvées réunies, non seulement en opposition à la droite, mais aussi à la gauche traditionnelle. Comment cette dimension va-t-elle être présente dans la campagne ?

Les forces qui soutiennent cette candidature s'accordent pour dire que les partis de la gauche classique ne proposent que la délégation de pouvoir comme seul mode de participation à la vie publique. Les événements passés ont pourtant prouvé qu'un vote en faveur de la gauche ne pouvait à lui seul empêcher une politique de droi-

te ; d'ailleurs, le vécu quotidien dans nos deux municipalités nous prouve qu'un conseil municipal de gauche n'est en rien la garantie du respect des gens ni d'une extension de la participation démocratique des citoyens à leur propre vie.

Outre un certain nombre de revendications immédiates, sur les conditions de vie et de travail (revenu minimum décent, fin des discriminations de salaire entre les sexes, les 35 heures...) et sur les libertés (amnistie des prisonniers politiques, levée des sanctions contre les syndicalistes poursuivis par les patrons, abrogation des lois anti-immigrés, scrutin à la proportionnelle, réfé-

rendum à initiative populaire, libération de l'information et des médias non commerciaux...), nous posons aussi le problème d'un autre choix de société.

Face au rejet du travail parcellisé, quelle réponse politique apporte la gauche ? Que changerait-elle vraiment si la nature même du travail n'était pas transformée ?

Qu'en est-il de la prise en compte des revendications avancées par les femmes depuis une dizaine d'années, et qui sont porteuses de profonds bouleversements des relations hommes-femmes ?

Comment fonder un nouveau

...APRES YAZID (21 ANS) A STRASBOURG
ABDELKADER (17 ANS) A VALENTON

KADER, 16 ANS, EST ASSASSINE A VITRY



FAISONS TOUTE LA VERITE
POUR AGIR ENSEMBLE
DANS NOS CITES

LES JEUNES DE LA CITE DES MONTAGNARDS

type de développement national compatible avec l'essor des pays du Tiers-Monde ? Quelles actions mener pour un véritable non-alignement, contre la politique des blocs ?

Quels nouveaux rapports humains instaurer, contre la perspective d'une vie réglée par un travail peu enthousiasmant, le béton envahissant et des loisirs pièges-à-fric ? Comment repenser une autre éducation, une autre école ?...

Ces aspirations, à une vie décidée et maîtrisée par nous seuls, nous ne les inventons pas. Elles se sont manifestées dans tous les mouvements et les luttes depuis mai 68. Elles nous poussent, aujourd'hui, à nous rassembler.

Les discussions pour la constitution de cette candidature n'ont pas été sans mal, mais elles ont pu aboutir, il existait une volonté profonde de parvenir à une telle candidature.

Cette volonté ne résultait pas seulement du travail fait en commun depuis des années ; elle était aussi le prolongement de dures batailles politiques menées contre le PCF. Compte tenu de la gestion municipale telle qu'elle est menée à Ivry et à Vitry, face à une telle intolérance, une telle intransigeance dans la direction de ces municipalités, il apparaissait nécessaire qu'une force politique alternative se constitue. Le débat continue, bien sûr, sur la nature de cette force politique.



La candidature de René RODRIGUEZ et de Renaud de MONTAIGNAC est soutenue par le collectif suivant :

Herbert AXELRAD (militant de l'Union dans les luttes), Robert BLAMBERT (ancien conseiller municipal de Vitry), Robert CHEVALIER, Alain COCOGNE (PCR), Edith DELEAGE (militante de l'Union dans les luttes), Michel DEVAUX (syndicaliste), Françoise FAVETTE (*Histoires de Banlieues*), Christophe LEPRI (PSU), Michel LE ROY (Amis de la Terre), Jacques MALLON, Geneviève MONNET (syndicaliste).

UNE RADIOSCOPIE DES MILITANTS ROCARDIENS (1)

LES chercheurs de la Fondation Nationale des Sciences Politiques ont inséré un questionnaire dans le numéro de mai 1979 de la revue *Faire*, qui exprime le point de vue du courant rocardien du PS. Il portait sur la profession des lecteurs, leur type de logement et leur engagement politique, syndical et associatif. Diffusé à au moins 4 000 abonnés, il reçut 175 réponses, ce qui est un taux faible. Malgré ce handicap, ses résultats sont suffisamment proches de ceux des enquêtes effectuées sur des publics semblables (2) pour qu'il semble qu'on puisse considérer qu'il donne une image approximative du courant rocardien.

Ce « lectorat » est masculin à 77 % et jeune. Les deux tiers des lecteurs ont entre 20 et 40 ans, et la moitié entre 30 et 40 ans. Sa composition sociale diffère très notablement de la moyenne nationale : on trouve parmi les lecteurs de *Faire* 7 % d'ouvriers, 7 % d'employés, 18 % de cadres moyens et 67 %

de cadres supérieurs (la proportion nationale est de 11 % pour les cadres moyens et de 7 % pour les cadres supérieurs). Pour préciser cette catégorie de cadres supérieurs, employée ici au sens de la classification INSEE, notons que 21 % des lecteurs de la revue sont professeurs d'enseignement supérieur, architectes salariés, journalistes, écrivains, le reste étant composé d'ingénieurs et de cadres administratifs exerçant, pour la moitié d'entre eux, des responsabilités minimales. 4 % des lecteurs peuvent être considérés comme appartenant à la classe dirigeante (PDG ou directeurs de cabinets). Il s'agit donc d'une population à forte proportion de cadres, et pour la quasi-totalité de salariés, dont 64 % travaillent dans le secteur public ou nationalisé (contre 21 % dans l'ensemble de la population salariée en France).

L'engagement politique est important puisque 80 % sont adhérents d'un parti politique qui, à deux exceptions près est le PS. Le taux de syndicalisation est

également élevé (74 % de syndiqués, 26 % à la FEN et 59 % à la CFDT), dans les associations de parents d'élèves (71 % y adhèrent, 24 % y militent, 12 % y ont des responsabilités). Adhésions importantes également aux mouvements de consommateurs (31 %). En revanche, les mouvements les plus éloignés de la gauche institutionnelle n'ont guère leurs faveurs, puisque seulement 6 % sont membres d'un mouvement écologique (généralement les Amis de la Terre) et que « cinq personnes (soit 4 % de l'échantillon) se trouvent dans un groupe féministe, dont deux hommes (1) militant au Planning familial, un femme au Planning familial, une autre à Choisir ».

Le trajet politique des lecteurs de *Faire* est également très typique : si un tiers d'entre eux déclare que leur engagement au PS est leur premier engagement, 33 % viennent du PSU (dont 13 % ont suivi l'itinéraire organisation de jeunesse catholique, CFDT, PSU), 15 % enfin ayant

trouvé la source de leur engagement politique dans un engagement religieux.

Les questions portant sur la profession et l'habitat semblent indiquer qu'on a affaire à une population satisfaite de son sort. Il existe d'autre part une forte corrélation entre le degré de satisfaction et celui du militantisme : « Les agents sont d'autant plus militants qu'ils possèdent un niveau de vie confortable, qu'ils sont relativement satisfaits de leur situation de logement, et qu'ils tirent avantage de la consommation collective : autrement dit, l'engagement militant va de pair avec une bonne intégration sociale et économique ».

Si ces couches sont privilégiées socialement, elles n'en sont pas moins protestataires. Les auteurs émettent l'hypothèse selon laquelle leur objectif de transformation sociale « tend à revaloriser la compétence au détriment du droit acquis du capitaliste, et peut rencontrer les

aspirations de ce monde de diplômés ».

Les enseignants semblent caractéristiques de ces couches : « On peut se demander si cet engagement de la fraction intellectuelle des couches moyennes supérieures ne correspondrait pas à une mobilisation contre l'élite dirigeante en place, qui seule lui barre la route de l'influence sociale dominante ».

1) Monique Dagnaud et Dominique Mehl, Profil de la gauche, in *Revue Française de Sciences Politiques*, n° 2 (avril 1981), P. 372-393.

2) Notamment, pour citer les plus récentes : *Enquête IFOP*, L'identité des délégués et des auditeurs du Parti Socialiste au congrès de Nantes des 17, 18 et 19 juin 1977, Sondages, 2 mars 1978, Patrick Hardouin, Les caractéristiques sociologiques du Parti Socialiste, *Revue Française de Science Politique*, 28 février, avril 1978, Paul Bacot, Un virage à gauche « sociologique », *L'Unité*, 25 avril-1^{er} mai 1980.

actualité sociale

DU COTE DES NATIONALISABLES... PCUK

Par Monique CHERAN

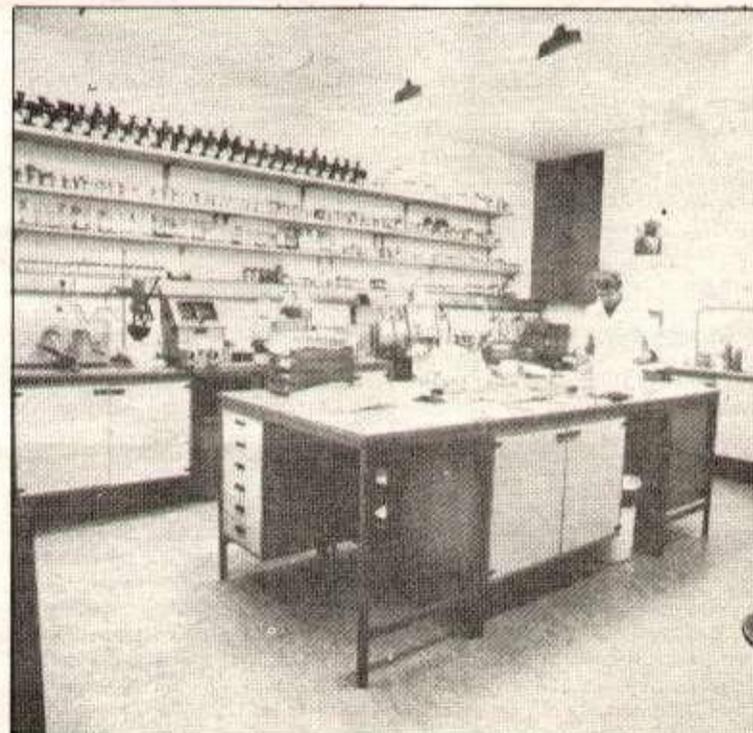
LE 15 avril dernier, à quelques jours donc du premier tour des élections présidentielles, plusieurs milliers de travailleurs du groupe PUK manifesteront à Paris contre la politique du groupe, plus particulièrement contre le projet de vente du secteur chimie PCUK, avoir, pendant des années, transféré les bénéfices énormes du secteur chimie vers son secteur aluminium, PUK envisageait donc de s'en débarrasser purement et simplement, en arguant des problèmes de renchérissement du naphta, par exemple.

Bien sûr, l'affaire n'était pas conclue, puisque la direction de PUK, pourtant épurée de ses éléments hostiles à la vente, n'avait toujours pas le feu vert des ministères des Finances et de l'Industrie. Telle était donc la situation de PCUK à la veille des élections. La victoire de Mitterrand, le 10 mai introduisait de

fait une donnée nouvelle : PUK figure dans la liste des nationalisables !

Evidemment, ce n'est pas encore chose faite, puisque les nationalisations doivent être décidées par l'Assemblée Nationale. Mais dans les différentes unités de production du groupe, le débat n'attend pas cette échéance. Cela, tant dans la CGT que dans la CFDT. Il porte essentiellement sur deux points. D'abord, et la situation économique de la branche chimie y force, sur le type de politique économique à mettre en œuvre. C'est un problème qui se pose de toutes façons, qu'il y ait ou non nationalisation : de tous côtés, les entreprises sont menacées de fermeture, de licenciements. On est donc en pleine période de restructuration de la chimie. Le deuxième volet, c'est la question des rapports nouveaux des travailleurs à l'entreprise, en cas de nationalisation.

Le secteur chimie de la multinationale PUK : ci-dessus un laboratoire d'application pour les colorants.



Débat qui n'est pas tout à fait nouveau, puisqu'il avait mobilisé fortement les syndicalistes avant les législatives de 1978. Cette fois, il se pose avec une urgence accrue !

C'est de ce débat que nous tenterons de rendre compte dans les semaines à venir, en suivant les temps forts, car il va évoluer en fonction d'un certain nombre d'échéances. Échéances internes au groupe, comme la réunion du Comité Central d'Entreprise, échéances syndicales puisqu'évidemment le débat ne va pas rester localisé sur niveau de l'entreprise, échéances politiques nationales, et en premier lieu les législatives de juin. Pour l'instant, nous nous limiterons à recenser les questions qui se posent...

Des mesures conservatoires

La première exigence des travailleurs, immédiate, c'est bien





sûr le blocage de toutes les décisions pouvant mettre en cause l'avenir même du groupe. Ainsi, dès le 19 mai, la CGT envoyait une lettre ouverte au PDG de PUK, dans laquelle pouvait lire : « Vous n'êtes plus aujourd'hui qualifié pour poursuivre la mise en œuvre des mesures que vous avez annoncées et à plus forte raison pour prendre de nouvelles décisions concernant les structures de l'emploi, les structures juridiques et financières, les investissements et en particulier à l'étranger. Vous êtes d'autant plus discrédité que votre Directeur Général adjoint, M. Bes de Berc a publiquement appelé les travailleurs du groupe à voter pour le candidat battu (PCUK, Villers Saint Paul le 6 mai 1981). Le groupe PUK va être nationalisé. C'est le nouveau Parlement qui sera élu en juin qui le décidera, et c'est le nouveau gouvernement qui aura la tâche de mettre en œuvre cette décision... ». Suit une liste de mesures conservatoires, et cette exigence est partagée pour l'essentiel par la CFDT. Pas question donc que la direction du groupe essaie de mettre à profit les quelques semaines qui restent pour multiplier ses mauvais coups. Au contraire, les syndicats tiennent particulièrement à

avoir sous les yeux un état des lieux précis, lors du CCE qui aura lieu le 10 juin, en ce qui concerne PCUK. Il s'agit là de lever un certain nombre d'hypothèses, dont la plus lourde est bien sûr celle de la vente à Occidental Petroleum.

« Tu gères la crise... tu la gères pas... »

Mais les problèmes économiques ne s'arrêtent pas là. Nationalisation ou pas, la question de la restructuration semble inévitable. La réflexion des syndicats est engagée là-dessus depuis quelque temps. Fin 1980, la CGT publiait une plaquette, « Pour une chimie nationale ». La CFDT travaille sur ces questions depuis fin 1977, des études ont été faites sur des secteurs spécifiques, pétro-chimie, chimie fine, engrais. A chaque fois se combinent deux thèmes : celui du type de restructuration, celui de la sauvegarde de l'emploi et des sites. Ainsi, CDF et ELF étant déjà des entreprises nationales, Rhône-Poulenc, PUK et Roussel-Uclaf étant nationalisables, on peut se demander quel type de restructuration peut être mis en place. Concentration des activi-

tés comme c'est la tendance aujourd'hui, dans un secteur particulièrement éparpillé, ou maintien d'un tissu industriel régional, comme on pourrait être en droit de l'attendre du PS ? Mais aussi quelle production, quel approvisionnement, quels débouchés ? Ainsi, un document de la CFDT chimie datant de novembre 77, qui n'est pas périmé posait le problème : « Des questions syndicales se posent donc au niveau économique. S'il est vrai que nous voulons un autre type d'emplois, un autre type de développement, s'il est vrai que nous sommes dans les luttes quotidiennement confrontés aux restructurations dans l'ensemble d'un secteur, alors il faut prendre des questions concrètes à bras le corps et ne pas s'enliser dans les ornières des procès « tu gères la crise, tu la gères pas... » Mais plutôt : qu proposer pour mobiliser contre les plans de restructuration ? Que signifie l'autarcie en matière pétrolière, en matière d'engrais ? Quelle politique de santé avec 60 % des industries pharmaceutiques sous capitaux étrangers ? Quelle mobilité de l'emploi voulons-nous imposer, susciter ? Comment freiner la tertiairisation des emplois, autrement dit de quels types d'emplois industriels voulons-nous ? Nationalisations

ou pas, si nous voulons mener une politique offensive sur l'emploi, nous serons tout de même amenés à nous confronter aux problèmes de gestion, de structures, de choix d'investissements et d'orientations industrielles... »

Quels droits nouveaux !

Le deuxième grand volet de questions porte sur les droits des travailleurs dans l'entreprise nationalisée, sur la démarche à suivre pour que nationalisation ne signifie pas simplement étatisation. Comment la direction va-t-elle être nommée ? On se souvient que le PS parlait de nomination par le gouvernement, le PC d'élection. Que va devenir la hiérarchie, va-t-elle conserver les mêmes prérogatives ? Quel pouvoir auront les travailleurs sur les orientations de la production : produire quoi, pour quels besoins ? Dans une branche aussi polluante que la chimie, auront-ils leur mot à dire sur les nuisances ? S'agira-t-il d'un pouvoir, ou d'un droit de contrôle ? Le CE aura-t-il par exemple droit de veto sur les licenciements ? Bien sûr, le débat sur les conseils d'atelier et de service

va reprendre. Tout n'est pas simple, car il ne s'agit pas de mettre sur pied une structure qui ne serait qu'une coquille vide. Ainsi, les syndicalistes s'interrogent sur la dynamique nécessaire pour éviter ce qui se passe souvent à propos de l'heure d'information syndicale, obtenue dans certaines entreprises en Mai 68, malheureusement boudée par une part significative des travailleurs. Des problèmes plus directement politiques se posent aussi à travers ces conseils d'ateliers : la composition du gouvernement, le poids de chacun des partis de gauche, ne vont-ils pas donner à certains l'occasion de faire de ces conseils un contre poids politique, à d'autres de limiter les prérogatives à des aspects importants mais par trop locaux ? Autre question : quelle place, quel rôle auront les entreprises nationalisées par rapport aux autres ? Les travailleurs nationalisés auront quel statut ? Dépendront-ils des mêmes conventions collectives, joueront-ils un rôle moteur pour l'amélioration des avantages et droits de l'ensemble des travailleurs ?...

Nous reviendrons d'une façon plus détaillée sur toutes ces questions dans les semaines prochaines, avec les travailleurs de PCUK.

LE TRAVAIL EN QUESTION(2)

Du système Taylor à l'informatique : l'évolution du travail ouvrier

Refus de la parcellisation du travail, du travail répétitif, du travail au rendement... c'est ce qu'on a appelé la révolte des O.S. Sur quelles bases cette révolte est-elle née, quelles formes a-t-elle prises, quelle est son actualité aujourd'hui, en pleine période de crise et de chômage ? Ce sont là quelques questions que nous avons posées à Benjamin Coriat : « Dans ces dix dernières années, la classe ouvrière de France, française et immigrée, a montré sur une série de questions essentielles, de l'usine, du travail et de l'emploi, qu'elle a des points de vue constitués et porteurs d'avenir.

Autant que nous le pouvons, nous devons aider tout ceci à devenir des forces matérielles, des forces positives de transformation ».

Réalisé par Robert QUINSAT

Quelles sont, selon toi, les principales évolutions du contenu du travail en France depuis l'après-guerre ?

La tendance principale est incontestablement constituée par le développement et la sophistication des techniques de « l'Organisation scientifique du travail » (OST) sur la base du taylorisme et du fordisme. C'est sur ce terrain fondamental qu'ont pris corps les phénomènes qui ont explosé sur la scène publique à la fin des années 60 : « refus » de la parcellisation du travail, du travail répétitif, du travail au rendement..., ce que l'on a appelé la révolte des O.S.

Ces phénomènes sont-ils vraiment nouveaux ?

Dans le cas de la France, les formes tayloriennes de l'organisation du travail étaient restées assez peu développées avant la Deuxième Guerre mondiale. En particulier, la crise des années trente a marqué un arrêt du développement des techniques issues de l'OST, qui n'a repris que pendant la guerre. Ainsi, à Renault pendant la guerre, le départ des ouvriers professionnels sur le Front, c'est-à-dire le départ de l'essentiel de ceux qui avaient lutté contre le chronométrage a permis d'imposer un essor important de la rationalisation du travail dans les ateliers. Ce mouvement atteindra son rythme maximum dans la période 1945-1965.

C'est à partir de ce moment que peu à peu le taylorisme entre en crise ?

En effet. Et pour plusieurs raisons : d'abord il faut remarquer que le taylorisme s'est développé dans une situation particulière. D'un côté, la parcellisation du travail exigeait en nombre croissant une main d'œuvre réputée peu qualifiée et astreinte à des tâches répétitives.

Mais de l'autre côté, pendant cette même période de l'après Deuxième Guerre mondiale, l'appareil scolaire formait de plus en plus de jeunes. Il en est résulté un décalage croissant entre les emplois offerts et les aspirations professionnelles des nouvelles générations de main d'œuvre livrées par l'école. Dans les luttes qui se développent de 1966 à 1974, ce décalage, cette « tension » se montrent clairement.

Quelles sont les formes que prend cette « crise » du travail jusqu'en 1974 ?

Il y a d'abord des formes « larvées » : telles que l'absentéisme ou le turn-over, (c'est-à-dire le fait que les gens changent souvent d'emplois. Il était relativement fréquent que des travailleurs ne terminent pas leur semaine et même partent sans demander leur salaire).

Il y a aussi le sabotage, ouvert (pour interrompre la chaîne) ou involontaire (quand les cadences sont trop rapides). On atteint parfois des chiffres considérables. Ainsi, dans certains ateliers

Entretien avec Benjamin Coriat



L'enrichissement des tâches : ci-dessus la voiture retournée permet une position de travail un peu moins inconfortable et aussi... en retour un gain de productivité.

de Renault, une voiture sur deux au début des années 1970 passait en réparation avant de sortir de l'usine.

D'où des coûts très importants pour les entreprises. Et puis il y a les formes ouvertes, et notamment les grèves. Celles-ci remettaient en cause les conditions de travail, la parcellisation... Plus généralement tout le système de contrôle social et de division ouvrière basé sur l'OST. Ces luttes étaient le plus souvent extérieures au syndicalisme, la base de celui-ci étant plutôt constituée de professionnels, beaucoup moins souvent aux prises avec ces types de problèmes.

Ces luttes manifestaient-elles un « refus » du travail ?

On l'a souvent prétendu. Mais encore faut-il préciser que ce n'est pas un « refus » de n'importe quel travail dont il est question. Il s'agit du « travail » tel qu'il est organisé, pensé et distribué par le capitalisme d'aujourd'hui. Ce qui est « refusé » c'est l'ensemble des techniques de division et de mise en

concurrence des travailleurs liée au taylorisme. Au-delà encore le fait que le salaire ouvrier est à la fois le plus aléatoire (parce que lié au nombre d'heures travaillées et au rendement par exemple) et le moins élevé en taux horaire. Dans certaines luttes, il transparaît à travers les revendications, une pensée explicite d'un nouveau type d'organisation du travail. Ainsi, certains ateliers de Renault ont mis en avant le mot d'ordre de « travail égal, salaire égal », c'est-à-dire qu'ils appelaient une modification de l'organisation du travail, assurant une plus juste répartition des tâches et donc un « salaire égal ». Ici, on a affaire à une proposition ouvrière qui concerne bien et directement le contenu du travail, son organisation dans l'atelier.

Face à la montée de ces luttes, et de ces réactions, le patronat va développer un certain nombre de thèmes et de propositions nouvelles. Lesquelles te paraissent devoir être notées ?

Jusqu'en 1974, l'idée principa-

le que met en avant le patronat est celle de l'« élargissement » ou de l'« enrichissement » des tâches. Des techniques similaires sont introduites aussi dans les bureaux, « Direction participative par objectifs » ou « formation de groupes autonomes » ou « d'équipes indépendantes de travail », etc. En apparence, le patronat cherche ainsi à répondre aux aspirations à une plus grande autonomie et à plus d'initiative qui s'étaient manifestées dans la période antérieure. En fait, il ne lâche rien sur l'essentiel. Le point clé : le contrôle des cadences est maintenu ; il se fait désormais par « autocontrôle ». Et si les objectifs et les temps de production ne sont plus imposés directement par la chaîne, ils restent autoritairement fixés en termes quantitatifs par journée ou par semaine de travail. Ainsi, « l'autonomie » concédée est-elle très relative. Elle est, de plus, un moyen d'intensification supplémentaire du travail. Cette forme d'organisation permet en effet la suppression de certains « temps morts » de la production (temps de transfert ou d'équilibrage) et la conversion de ces temps morts en temps de travail effectivement productif.



« A travail égal, salaire égale » ? Un appel à une modification de l'organisation du travail assurant une plus juste répartition des tâches.

S'agit-il là de la fin du taylorisme ?

En aucune manière. D'abord parce que ce sont les mêmes techniques de calcul des temps et des mouvements nés de Taylor qui restent à l'origine de ces formes d'organisation du travail. Elles ne sont introduites par le patronat que si la productivité nouvelle obtenue est supérieure à l'ancienne. Ensuite parce que ces expériences sont restées très localisées, dans certaines sections des processus de production et ne se sont vu appliquer qu'en fonction de contraintes économiques et techniques précises.

Au fond, ces nouveaux modes d'organisation du travail ne sont que des modes différents d'exploitation de la force de travail, non pas concurrents mais complémentaires à ceux issus de l'OST classique. On l'emploie dans des cas particuliers. Certaines fois avec un objectif claire-

ment politique, pour briser des groupes ouvriers combattifs anciennement constitués, par exemple...

Comment ces travailleurs ont-ils généralement réagi aux expériences du patronat ?

Dans la mesure où il y a bien eu intensification du travail, ces expériences ont provoqué quelquefois des rejets et souvent des contradictions chez les travailleurs ; entre jeunes et vieux par exemple. Ces derniers, habitués à d'autres méthodes de production ne pouvant toujours s'adapter aux rythmes nouveaux.

Ensuite, je l'ai déjà signalé, ces techniques ont développé chez des travailleurs des pratiques d'autocontrôle. Dans la mesure où le groupe (ou des groupes de travailleurs) est directement responsable de sa production, il est amené à prendre lui-même des

mesures pour assurer sa bonne marche (contrôle de l'absentéisme, des rythmes...). Souvent aussi « l'enrichissement » se traduit pas trois fois rien : le temps de cycle passe de quelques secondes à quelques minutes et c'est tout. Lorsqu'il y a une réelle modification du contenu du travail, sans effets pervers trop marqués, les travailleurs après un temps d'adaptation ont accepté ces mutations. Et sans doute ne souhaitent-ils pas revenir en arrière.

Je voudrais ajouter un mot sur ce point. Il faut bien voir que ces techniques, pour l'heure développées entièrement sur initiative patronale sont porteuses de potentialités véritables. Dans un cadre différent, elles pourraient servir à réduire les contraintes de hiérarchie et à développer effectivement l'initiative ouvrière dans le travail. De ce point de vue, à la Révolution Culturelle qui présentait déjà des expériences intéressantes, s'ajoutent désormais

des techniques nées et formées en Occident. En utilisant simultanément ces techniques d'organisation du travail et les possibilités ouvertes par l'informatique et la robotique, on pourrait sans doute avancer vers des conditions très nouvelles d'exercice du travail ouvrier.

Et après 1974 ? Qu'y a-t-il de nouveau ?

La situation qui se présente après 1974 contient deux sortes d'éléments nouveaux. D'abord le chômage « explose », modifiant l'ensemble des conditions du rapport au travail, du côté ouvrier comme du côté patronal.

Ensuite l'élection de Giscard d'Estaing, marque un tournant dans la politique de l'Etat : par repli relatif puis abandon des rapports contractuels et de négociations au profit d'une gestion autoritaire, par décrets... ; s'affirme une stratégie de « relibéralisation » de la société française, (au sens du 19^e siècle), ayant pour but la remise en avant du marché comme principe régulateur des phénomènes économiques, et même comme régulateur du marché de l'emploi et du travail.

Il en est résulté une pression terrible exercée sur la société française, et qui s'est finalement traduite par le rejet du 10 mai dernier. Ces deux nouveautés vont donner au patronat une marge de manœuvre accrue. Le thème de la crise du travail industriel passe progressivement au second plan. Les syndicats tendent à abandonner les revendications visant à modifier l'organisation du travail au profit de revendications portant sur la durée de travail. Ce, jusqu'au fameux « 35 heures ».

Tout se passe comme si — avec l'échec relatif des grèves de la période 1966-1974 et le chômage — on renonçait à l'objectif de modifier le contenu du travail et le mode de son organisation dans l'atelier, pour se porter sur des revendications visant la durée de travail. A mon

sens, cette évolution ne contient pas que des éléments positifs...

Depuis 1974, l'organisation du travail n'est-elle plus un thème présent dans les luttes ?

Si l'on reste attentif au contenu des luttes, sans aucun doute, le thème reste important. Mais il faut le dire aussi d'une façon moins nette et massive. La montée des problèmes d'emploi et de licenciements, devenus prioritaires, explique ce retrait relatif du thème de l'organisation du travail. Il est présent désormais d'une manière un peu différente. Ce sont en général des revendications plus catégorielles — concernant un simple atelier ou un groupe particulier de travailleurs — qui sont mises en avant. Ainsi, par exemple, des exigences portant sur les filières de promotion, c'est-à-dire la possibilité pour chaque ouvrier d'accroître sa classification. C'est le cas notamment dans les industries de process (ciment, pétrochimie,...) où les travailleurs luttent pour qu'une polyvalence leur soit reconnue comme élément de qualification.

A sa manière, la grève des presses de Flins (en mai-juin 1978) à travers la revendication du P1 pour tous, atteste aussi clairement de la continuité du thème au sein des luttes d'O.S.

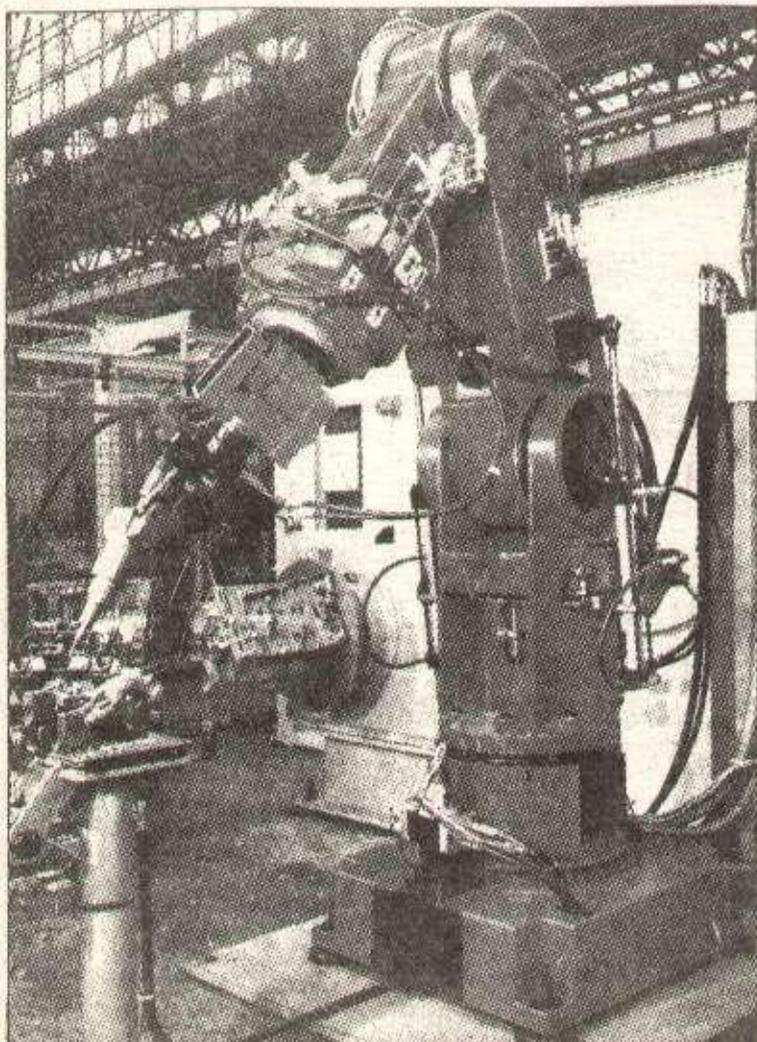
Tu abordais tout à l'heure le problème de l'automatisation ?

C'est le troisième phénomène fondamental qui depuis 1974 (avec le chômage et le nouveau mode de gestion des rapports sociaux), doit être analysé. Il faut noter tout d'abord que le thème de l'automatisation revient régulièrement dans les discours patronaux et ce depuis longtemps. A chaque fois, on nous parle de la « fin des O.S. ».



Les emplois d'O.S. : dans certains secteurs, les femmes O.S. sont majoritaires jusqu'à 100 % ; c'est le cas de l'électronique (sur notre photo, la grève à l'usine Bourgogne-Electronique (Thomson) à Dijon au milieu des années 70.





Les robots créateurs d'emplois qualifiés et en nombre ? La réalité montre que non.

Cette répétition a bien un noyau rationnel : il tient à ce que de période en période il y a des progrès de l'automatisation. Elle s'étend à de nouvelles sections précises et déterminées du procès de production.

Mais il ne s'agit aucunement, contrairement à ce qu'on annonce, d'une généralisation. Seulement d'une extension par à-coups, d'une pénétration dans des domaines neufs mais limités. De ce point de vue, les progrès actuels de la micro-électronique permettent à leur tour un nouveau bond dans ce processus. Ce sont aujourd'hui les industries de série seulement qui sont touchées. Mais de façon inégale selon les secteurs de production ou selon les sections du procès de production. On peut dire en simplifiant, que l'automatisation est plus accessible à l'usinage qu'à l'assemblage, et à l'assemblage qu'au montage. Les groupes de tâches les plus visés sont la soudure, la peinture et certaines tâches d'assemblage. Le montage final n'est pas encore pour demain ! En clair cela veut dire qu'il y aura longtemps encore des chaînes de montage et des gros bataillons d'O.S. dans les usines...

Quels sont les effets de l'automatisation sur l'emploi ?

D'abord, une diminution des postes offerts dans l'atelier. Renault par exemple, avec une hypothèse de croissance de sa production de 15 % dans les cinq ans à venir, envisage une

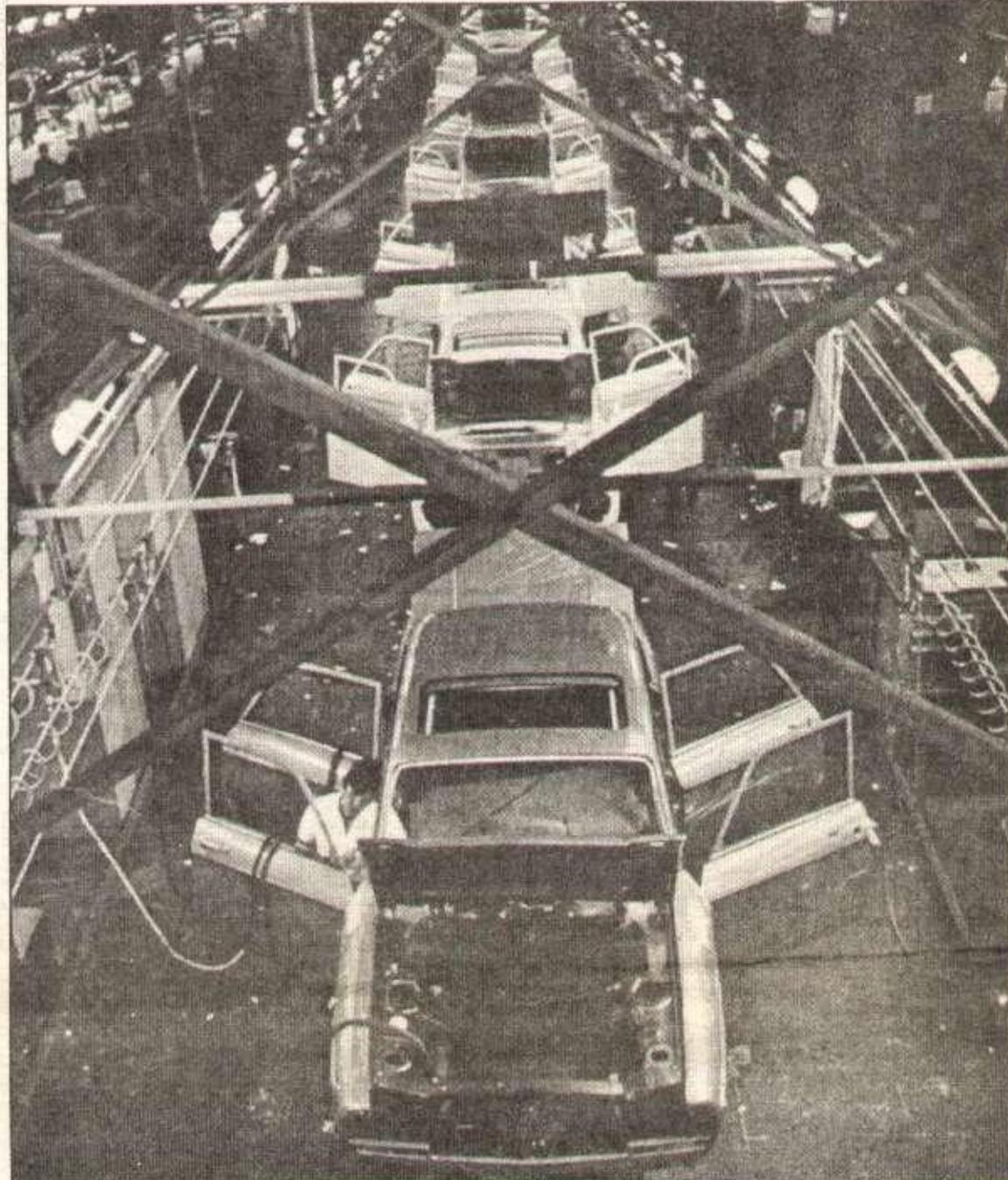
baisse de 15 à 20 % des emplois d'atelier !

Ensuite, on va assister à une mutation dans la structure de la force de travail requise : un certain nombre de métiers traditionnels, ajusteurs, fraiseurs, ... qui sont la base du syndicalisme, sont attaqués de front. Dans le même temps vont apparaître des fonctions nouvelles, mécanique, régulation, ... La question délicate est que, ce sont là des savoirs non reconnus conventionnellement, et donc sans garantie quant à la qualification et les classifications des ouvriers concernés.

Quant aux emplois non qualifiés, il y a un mouvement contradictoire : certains vont disparaître, d'autres faire leur apparition (suivant par exemple que les postes d'alimentation des automates seront eux-mêmes automatisés ou non), sans qu'on puisse encore voir la tendance dominante.

Si l'on en croit le patronat, il va y avoir création d'emplois très riches et qualifiés pour la fabrication des robots eux-mêmes ?

Deux remarques s'imposent : d'une part, il est évident que le nombre d'emplois créés pour fabriquer les robots reste sans cesse inférieur au nombre d'emplois supprimés par ces mêmes robots ; d'autre part, la fabrication des robots et des automates est un secteur très internationalisé dans lequel la France est relativement mal placée. Les composants électroniques qui sont au cœur des automates



sont pour l'essentiel fabriqués et montés dans le Tiers-Monde (Hong Kong, Singapour...)

En quoi le rapport de l'ouvrier à son travail se trouve-t-il modifié par l'automatisation ?

Avec la disparition d'anciens métiers, c'est toute une dimension du savoir-faire ouvrier qui va être rendue comme « caduque », et peut être condamnée. L'automatisation signifie aussi une abstraction du travail ouvrier, une perte de contact et d'intervention avec et sur la matière : l'automate est guidé par l'ouvrier à partir de cadrans, d'indicateurs divers, de calculs qu'il effectue.

Ceci va susciter une certaine recomposition de la classe ouvrière, faire apparaître des figures et des comportements nouveaux. Il faut être très attentifs à tout cela...

On présente souvent l'automatisation comme porteur d'un progrès en soi, naturel, ... Est-ce ton avis ?

Non, évidemment ! Qu'il s'agisse de modes d'organisation du travail ou de technologies

nouvelles, il n'y a jamais de développement ou d'évolution univoque. Tout dépend des contextes, des conjonctures, des résistances. En un mot, des rapports de force entre classes et groupes sociaux concernés. Le taylorisme et le fordisme ont d'abord été des machines de guerre contre la maîtrise ouvrière des secrets de fabrication et les syndicats du métier. Par certains aspects la nouvelle micro-électronique d'atelier ne fait que prolonger ce mouvement en stockant dans les mémoires informatiques des savoirs et des modes opératoires ouvriers qui sont ensuite reproduits par des outils automatiques. Mais en même temps, une période de changements techniques accélérés est toujours une période où se manifestent des possibilités d'agir pour infléchir les lignes et les filières technologiques, le sens et l'orientation du développement technologique lui-même. De la conception de la machine individuelle à celle de l'atelier. Encore une fois toute dépend des rapports de forces qu'on est parvenu à réaliser dans, comme hors de l'atelier.

Y a-t-il une chose que tu souhaiterais ajouter ?

Oui. Je voudrais dire ceci : dans

la nouvelle période ouverte par le 10 mai, il me paraît fondamental que tous ceux qui à travers et contre le giscardisme ont su conserver les liens de travail et de solidarité avec la classe ouvrière, que tous ceux-là, les resserrent et les multiplient encore. Plus que jamais il faut s'efforcer de faire vivre la revendication et la pensée ouvrière, telle qu'elle s'est exprimée depuis au moins 10 ans et telle qu'elle continuera de se manifester. Il faut en être — quelle que soit l'insertion professionnelle de chacun — l'écho actif et conscient. Dans ces 10 dernières années la classe ouvrière de France (française et immigrée) a montré sur une série de questions essentielles, de l'usine, du travail et de l'emploi, qu'elle a des points de vue constitués et porteurs d'avenir. Autant que nous le pouvons, nous devons aider tout ceci à devenir des forces matérielles, des forces positives de transformation...

Auteur de L'Atelier et le Chronomètre — Essai sur le taylorisme, le fordisme et la production de masse. Editions Bourgeois 1979. Co-auteur de Usines et Ouvriers — Figures du nouvel ordre productif. Editions Maspéro 1980.

LIRE GRAMSCI...

(2) Une approche dialectique du rapport structure/superstructure

Par Charles VILLAC

S'AGISSANT de la structure, Gramsci s'interroge sur la manière de comprendre la formule selon laquelle il convient de chercher l'anatomie de la société dans l'économie politique. Il écrit « *l'expression traditionnelle selon laquelle « l'anatomie » d'une société est constituée par son « économie » est une simple métaphore tirée des discussions concernant les sciences naturelles et la classification des espèces animales ; cette classification est entrée dans sa phase « scientifique » lorsque justement on est parti de l'anatomie et non plus de caractères secondaires et accidentels* » (1). Il ajoute : « *L'autre problème touchant au fait que les superstructures sont considérées comme de purs et fragiles « apparences », se rattache au même type d'observations* » (2).

Ce que Gramsci met en cause ici, c'est une déviation de la philosophie de la praxis qui, partant d'une compréhension erronée de la notion de structure en vient à faire de celle-ci quasiment la seule réalité agissante, la seule réalité vraiment existante face à des superstructures qui ne seraient qu'apparence, illusion, ... Et cette erreur repose sur la confusion établie entre ce qui n'est qu'une image — qui permet de mieux parler à l'imagination en utilisant le terme emprunté à un domaine déjà connu, celui des sciences naturelles — et ce qui est explication scientifique. Ou encore, l'origine de cette erreur repose sur la confusion entre des termes de polémique et un principe d'explication. Ces incompréhensions peuvent conduire, précise Gramsci à se représenter la structure comme une espèce de dieu caché qui commanderait le devenir historique.

Par ailleurs, Gramsci indique que c'est d'un point de vue historique qu'il faut établir la structure, comme l'ensemble des rapports sociaux à l'intérieur desquels les hommes vivent et agissent, comme un ensemble de conditions objectives. Il n'est pas possible d'étudier **statiquement** la structure dans chaque situation : c'est qu'elle est un processus contradictoire ; les tendances de développement qui existent dans la structure à un moment donné, dans une phase donnée, ne se réaliseront pas nécessairement : il faut attendre la fin de la phase pour être en mesure d'en faire l'étude et

l'analyse concrète. Ainsi, rappelle Gramsci, dans l'étude de la structure, il est nécessaire d'opérer des distinctions.

En effet, il ne faut pas confondre ce qui représente un mouvement organique, et ce qui n'est qu'un mouvement de conjoncture. Le premier a un caractère de relative permanence, Gramsci en prend pour exemple la période qui sépare la Révolution française de 1789 de la mise en place de la troisième République : ce n'est qu'avec cette dernière qu'on assiste à un équilibre relatif des contradictions internes de la structure sociale française, donc à la fin d'un mouvement organique qui a perduré des dizaines d'années. Quant au mouvement de conjoncture Gramsci le caractérise comme quelque chose d'occasionnel, d'immédiat, de presque accidentel.

A propos des superstructures

Gramsci précise que ce qui explique le jugement original de la simple apparence des superstructures, c'est qu'il constitue un terme de polémique contre le jugement selon lequel seul le « spirituel » est réel et il s'affirme aussi contre « l'organisation » politico-culturelle dont cette théorie est l'expression. Mais Gramsci s'en prend avec vivacité à la thèse de Croce, un de ses contemporains qui, partant de cette formule polémique, en fait un principe de connaissance à portée universelle. En effet, Croce envisage les superstructures comme ne pouvant être que de purs et fragiles apparences. Cela ne vaut, dit Gramsci, que pour des superstructures déterminées dans certaines conditions. A savoir, pour des superstructures qui ont cette caractéristique de ne plus correspondre à l'état de la structure et dont la caractéristique de devoir mourir et disparaître est dans la conscience d'un grand nombre de gens.

Donc, parler en général d'un point de vue universel, de caractère de simple apparence des superstructures est erroné, cela ne correspond pas à la réalité. Simplement, ce qu'on peut comprendre par apparence, précise Gramsci, c'est l'affirmation de la caducité de toute superstructure en ce sens qu'elle devient caduque quand les conditions qui l'ont vu naître changent ; sa-

chant par ailleurs que cette superstructure a eu sa raison d'être, sa nécessité à un moment déterminé.

Les rapports structure/superstructures

La distinction que nous venons d'opérer, examinant d'abord des éléments concernant la structure puis des éléments concernant les superstructures, obéit à des exigences de méthode ; dans la réalité structure et superstructure forment une unité.

Gramsci écrit : « *La prétention (présentée comme postulat essentiel du matérialisme historique) de présenter et d'exposer toute fluctuation de la politique et de l'idéologie comme une expression immédiate de la structure, doit être combattue théoriquement comme un infantilisme primitif, et pratiquement doit être combattue avec le témoignage authentique de Marx écrivain d'œuvres politiques et historiques concrètes. De ce point de vue, les textes particulièrement importants sont le 18 Brumaire et les écrits sur la question d'Orient, mais d'autres également (Révolution et contre-révolution en Allemagne, La guerre civile en France et d'autres ouvrages mineurs). Une analyse de ces œuvres permet de mieux préciser la méthodologie historique marxiste, en complétant, en éclairant et en interprétant les affirmations théoriques éparses dans toutes les œuvres* » (3).

Retenons donc pour l'instant de cette remarque importante de Gramsci que idéologie et politique connaissent des développements qui ne sont pas commandés **directement** par la structure ; elles ont donc une consistance propre, une rationalité qui relèvent pour une part d'elles-mêmes. Ainsi Gramsci précise en ce qui concerne la politique : c'est une conception mécaniste que celle qui consiste à considérer tout acte politique comme déterminé **immédiatement** par la structure. En effet, note-t-il, une erreur peut intervenir en tant que liée à une impulsion individuelle ou résultant de tentatives de groupes visant à conquérir l'hégémonie à l'intérieur du groupe dirigeant et qui échouent. Par ailleurs, il précise que les actes politiques sont commandés pour une part par des nécessités proprement politiques, reflétant par exemple le besoin de donner cohérence à un parti ou à un groupe. D'autre



part, Gramsci rappelle que des luttes idéologiques qui ont existé à l'intérieur de l'Eglise par exemple entre Rome et Byzance, se rattachaient à des nécessités sectaires d'organisation, permettant à chaque clan de poser le principe de sa distinction et de sa cohérence, et cela sans qu'on puisse apporter une explication immédiate, primaire par la structure. Et pour illustrer cette idée que la structure ne produit pas **mécaniquement** la superstructure qui lui correspond, Gramsci écrit, envisageant l'édification d'une société nouvelle, socialiste : « *Ce n'est pas parce qu'on opère essentiellement sur les forces économiques, qu'on réorganise et qu'on développe l'appareil de production économique, qu'on innove la structure qu'il faut en conclure que les faits de superstructure doivent être abandonnés à eux-mêmes, à leur développement spontané, à une germination hasardeuse et sporadique* » (4).

Mais Gramsci ne se contente pas de préciser que la superstructure ne constitue pas un espèce de reflet passif de la structure qui vient s'ajuster mécaniquement à celle-ci. Gramsci pose le principe de l'unité de la structure et de la superstructure, avec une action en retour d'éléments superstructurels comme l'idéologie et le politique. L'auteur écrit : « *Il n'est pas vrai que la philosophie de la praxis « détache » la structure des superstructures quand elle conçoit au contraire leur développement comme intimement lié et nécessairement inter-relatif et réciproque* » (5).

Ainsi, on ne peut dans la réalité dissocier structure et superstructures qui constituent une unité à l'intérieur de laquelle chacun de ces éléments est

agissant et sachant que, quand on précise cela, on ne doit pas perdre de vue que les superstructures dépendent en général de la structure. Mais l'intérêt et le caractère novateur de l'analyse de Gramsci ici, c'est de mettre en lumière, l'effet en retour des éléments superstructurels, et non seulement ceux politiques, mais nous reviendrons sur cette question. Alors, pour terminer sur ce point : « *La structure et les superstructures forment un bloc historique, c'est-à-dire que l'ensemble complexe, contradictoire et discordant des superstructures est le reflet de l'ensemble des rapports sociaux de production* ». Ainsi, on a bien affaire à une unité différenciée, dont les éléments en tant que d'une part infrastructure et d'autre part superstructure sont interagissants. De cette démarche de Gramsci qui met en cause le mécanisme, on peut rapprocher l'analyse qu'il fait d'événements historiques, qui révèlent le caractère unilatéral de l'approche historique par le seul facteur économique, ou plus précisément approche, qui accorde au facteur économique une efficacité qu'il n'a pas par lui-même.

1) Gramsci dans le texte. Editions Sociales. p. 236.

2) *ibid.* p. 237

3) *ibid.* p. 275-279

4) *ibid.* p. 567

5) *ibid.* p. 400

LA SEMAINE PROCHAINE :
Contre une interprétation erronée de l'action du facteur économique

Trois mois après le coup d'Etat manqué du lieutenant colonel Tejero, il règne en Espagne un climat de plus en plus lourd que rien ne semble devoir assainir.

La prise d'otages de la Banque Centrale de Barcelone, dont les objectifs précis demeurent bien confus, a révélé, si besoin en était, l'ampleur des menaces qui pèsent encore sur la démocratie espagnole. Certes, les propos surprenants du ministère de l'Intérieur, qui incriminait « un groupe de délinquants de droit commun d'origine anarchiste », dans l'intention évidente de minimiser la portée de l'événement, se trouvent en partie confirmés par le fait que plusieurs d'entre eux sont recherchés par la police française pour des attaques à main armée. Mais plus personne ne cherche à nier aujourd'hui les liens de cette bande qui se donnait des allures militaires et prétendait dans un premier temps obtenir la libération de Tejero, avec l'extrême-droite, et sept membres de groupuscules fascistes ont d'ailleurs été arrêtés à Barcelone depuis l'assaut.

Par Frédéric FERRER



Lors de l'assaut contre la banque centrale de Barcelone, le 25 mai.

SELON les propres déclarations du « numéro 1 » de l'opération, l'attaque aurait été commanditée par un « ultra » dénommé Antonio Luis qui lui aurait remis 1 500 000 pesetas d'acompte lors de deux entrevues, courant mars à Perpignan.

D'autre part, l'ampleur du complot est rendue manifeste par les aveux de l'un des assaillants, qui ont permis de découvrir un tunnel creusé sous la « Diagonal », l'avenue de la capitale catalane où le roi devait passer les troupes en revue une semaine plus tard, lors de la journée des forces armées. L'intention d'attenter à la vie de Juan Carlos lui-même paraît ici hautement probable.

Il est donc difficile de nier que l'action des milieux putschistes, loin de s'être calmée après le coup manqué de février, a encore gagné en intensité. Constat d'échec pour la politique conciliante du gouvernement.

Qui complot ?

A partir de là, chacun cherche à savoir qui se cache derrière ce qui apparaît comme un élément d'un complot (ou de plusieurs) qui n'a pas fini de se dérouler.

La personnalité du chef de bande — en fait « d'anarchiste », un indic-provocateur connu sous le pseudonyme du « blond », qui lorsqu'il agissait pour l'Etat, avait permis le démantèlement de deux groupes autonomes catalans et l'arrestation d'au moins deux véritables militants libertaires dont l'un est mort en prison — souligne encore une fois les liens de l'extrême-droite avec l'appareil répressif de l'Etat. Au reste, Calvo Sotelo, lui-même, n'a pas écarté l'hypothèse de « l'implication de membres de la garde civile, en appui ». Et de nommer l'ex-capitaine Sanchez Valiente, rescapé du coup de février et

dont la présence était signalée en Andorre, c'est-à-dire non loin de Barcelone.

Mais le véritable élément nouveau apporté par l'affaire de la Banque Centrale, c'est l'importance des éléments civils dans le menées factieuses.

Dans le coup de Tejero, seul un civil, le fasciste Garcia Carres a été arrêté, mais l'on sait que de mystérieux financiers sont intervenus pour assurer l'intendance, et il est vraisemblable que les mêmes secteurs sont à l'origine de l'affaire de Barcelone. On a parlé sans plus de précisions du rôle d'anciens dignitaires franquistes.

« Nouvelle croisade »

Mais il ne faut pas oublier que c'est l'essentiel de la bourgeoisie financière — les toutes puissantes banques privées — qui estiment que la démocratie allait déjà un peu trop loin avec Suarez. Certain financier est allé jusqu'à déclarer que face à la crise économique une « nouvelle croisade » — ce qui dans le contexte espagnol a un sens bien particulier — la guerre civile de Franco a toujours été présentée comme une « croisade nationaliste » — serait peut-être nécessaire. La démission du précédent gouvernement et son remplacement par Calvo Sotelo marquait clairement cette « droitisation » du régime.

Les coups successifs portés par l'extrême-droite, au-delà de leurs objectifs immédiats, peuvent avoir pour effet de pousser des éléments chaque fois plus nombreux vers les solutions de force,

ne serait-ce que sous le prétexte de ramener l'ordre.

L'avenir de la démocratie espagnole semble de plus en plus se jouer dans ce souterrain débat entre deux droites, tant la gauche institutionnelle paraît pour le moment hors du jeu.

Certes, le Parti Socialiste ne se prive pas de censurer le gouvernement pour la mansuétude dont il fait preuve à l'égard des putschistes, mais c'est sans grand espoir d'être entendu qu'il prépare une nouvelle plateforme destinée à négocier la formation d'un gouvernement d'Union Nationale.

« Repli stratégique » ou débandade ?

En fait, la puissance de l'armée et de la police, qui contrairement à ce qui s'est passé au Portugal n'ont pas été épurées et encore moins « démocratisées », contraignent l'opposition constitutionnaliste à se couler dans la même politique de séduction des militaires. A cet égard, les déclarations du maire socialiste de Barcelone appelant ses concitoyens à participer à la journée des forces armées sont significatives. « Avec cette reconnaissance envers le premier soldat d'Espagne (le roi) je vous invite aussi, dit-il, à démontrer publiquement votre volonté la plus décidée de marcher unis aux forces armées et de sûreté de l'Etat, dans les mains desquelles nous avons confié la garantie de notre vie en commun et du respect de tous de la constitution et de la couronne »

Ce ne sont peut-être pas de telles paroles — de circonstan-

ces — qui permettent de mieux qualifier la politique de l'opposition, mais que penser d'un dirigeant du PCE qui, tout en réclamant que la vérité soit établie sur les événements d'Almeria (au cours desquels trois jeunes gens présentés à tort comme des militants d'ETA sont morts les menottes au poing dans une voiture de police incendiée...) ne peut s'empêcher de parler « du lourd tribut de sang payé par la garde civile pour la défense de la démocratie » ?

Quant au fond, un membre du comité exécutif du parti Socialiste résume clairement sa politique en disant : « Ce dont il s'agit c'est que le repli stratégique auquel nous sommes obligés ne se transforme pas en déban-

dade ». Et il ajoute : « Nous sommes satisfaits que la popularité de Calvo Sotelo augmente parce que cela indique que la démocratie a plus de possibilité de se maintenir »

Les trois premiers mois de Calvo Sotelo, caractérisés par l'indulgence vis-à-vis des putschistes et la multiplication des gages pour rassurer l'extrême-droite, ne débouchent pourtant pas sur plus de stabilité.

Quant à la parade aux allures franquistes à laquelle étaient conviés dimanche les Catalans, réaffirmant le rôle central de l'armée dans les institutions espagnoles, peut-elle faire plus que d'encourager les militaires qui réclament un rôle encore plus important ?

Extraditions : Le nouveau pouvoir ne peut pas livrer Thomas Linaza

Sept militants basques du Sud, accusés d'appartenance à ETA ou à des groupes autonomes sont incarcérés dans les prisons françaises de Pau et Fresnes, en instance d'extradition. Le 3 juin, le Chambre d'Accusation de Paris aura rendu son avis dans le cas de l'un d'entre eux, Thomas Linaza.

Théoriquement, on devrait être confiant puisque la convention franco-espagnole exclut les délits à caractère politique. Mais c'était aussi le cas pour l'Allemand Croissant et les Italiens, Piperno et Pace. Jusqu'à ce jour, la jurisprudence, jamais appliquée à des sujets espagnols

tend à considérer que des actes de violence tels que ceux qui sont reprochés aux militants basques ne peuvent par nature avoir de caractère politique...

Quoi qu'il en soit, l'avis des magistrats ne lie pas le gouvernement et il serait impensable que le nouveau pouvoir, qui affirme hautement sa volonté de restaurer le droit d'asile, commence par livrer Linaza et ses camarades. Les pressions exercées en ce sens par les socialistes espagnols ne doivent pas faire oublier les tristes pratiques de l'appareil espagnol et les conditions faites là-bas aux prisonniers politiques.